

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 484 • sept.-oct. 2020 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 € – 2,50 Fr.S – 2 \$ can.

SÉGUR DE LA SANTÉ

Un nouveau coup porté à la classe ouvrière

“Un effort historique [...], une reconnaissance considérable à l'égard de celles et ceux qui ont été en première ligne dans la lutte contre cette épidémie”. C'est en ces termes hypocrites que le 13 juillet dernier, le Premier ministre fraîchement nommé, Jean Castex, qualifiait la signature du fameux “Ségur de la Santé”.⁽¹⁾ En réalité, les “mesures choc” annoncées au terme de cette concertation étalée sur près de deux mois ne sont que de la poudre aux yeux. Leur présentation tapageuse à grand renfort de publicité médiatique n'a pas d'autre but que de désarmer la mobilisation des travailleurs hospitaliers en les divisant et tenter de masquer les nouvelles attaques d'envergure. Cela en toute complicité avec les syndicats, contre toute la classe ouvrière : les mesures préconisées s'inscrivent dans la politique de démantèlement du système de santé, en continuité du projet “Ma santé 2022”. Par ailleurs, elles tendent à isoler le personnel du secteur de la

santé de celui des autres secteurs économiques, tout en le divisant lui-même au maximum. Les annonces tonitruantes telles que revalorisation des salaires, augmentation du nombre de lits, enveloppe de huit milliards d'euros ne sont que des leurres et des provocations visant à monter les personnels soignants les uns contre les autres, et ainsi éviter toute solidarité avec le reste de la classe. Après les avoir hissés au rang de “héros nationaux”, leur avoir octroyé une prime au mérite ridicule pour avoir été en “première ligne”, la bourgeoisie poursuit sa tentative d'isolement en présentant le Ségur comme une sorte de reconnaissance des personnels soignants à travers “une revalorisation historique des salaires” et une amélioration du fonctionnement de l'hôpital. Pur mensonge ! En fait, les principales mesures mises sur pied à l'issue du Ségur de la Santé forgent de nouvelles armes pour la poursuite de la démolition du système de santé, jugé trop coûteux pour l'État. Mais surtout, elles visent à porter un coup à la classe ouvrière, alors que celle-ci a montré, lors du mouvement social contre la réforme des retraites, des signes de combativité et de réflexion

prometteurs pour les luttes futures. Ce n'est pas non plus un hasard si la bourgeoisie s'en prend particulièrement à un secteur animé par une profonde colère et qui a su manifester une forte combativité mais sur lequel pèse un fort conditionnement corporatiste comme l'avait déjà mis en évidence la lutte des infirmières en 1988 et comme on a pu le vérifier lors des luttes du printemps 2019.⁽²⁾ Ce corporatisme est souvent renforcé par une tendance à se faire piéger par une vision idéologique élitiste poussant ce secteur à se considérer comme un monde à part, dévoué à sauver des vies de manière altruiste. Ceci constitue un frein supplémentaire à la prise de conscience que le personnel médical est constitué de prolétaires comme les autres, soumis fondamentalement aux mêmes conditions d'exploitation que l'ensemble de leurs frères et sœurs de classe. La bourgeoisie tente donc de porter un énième coup aux exploités du secteur médical, profitant au maximum de l'effet de sidération produit pas la pandémie de Covid-19. Ce faisant, c'est toute la classe

ouvrière qui est visée et voit son aspiration à l'unité battue en brèche par de mauvais coups.

Des mesures pour masquer une surexploitation accrue

L'annonce de l'augmentation de salaire a fait les choux gras des médias durant quelques jours. En réalité, cette mesure, basée sur la distinction des plus “méritants”, des plus “exposés” ou des plus “qualifiés” est une arme redoutable de division contre le personnel de santé. Un véritable saucissonnage en règle qui ne fait qu'accroître la concurrence entre les salariés sans manquer non plus d'exploiter la traditionnelle ficelle du clivage entre le public et le privé. Les salaires des hospitaliers titulaires ou contractuels, paramédicaux, administratifs, techniques et ouvriers augmenteront de 183 euros net par mois, en deux fois (septembre prochain et mars 2021). Ces miettes sont très loin de ce qui était demandé (300 euros) et ne permettront pas de compenser le gel et la perte de salaire précédente.

Dans le secteur public, une augmentation supplémentaire symbolique ne concernera que les soignants, les

personnels médico-techniques et de rééducation, sous la forme d'un passage à la catégorie supérieure dans les grilles salariales d'ici 2022.

Par ailleurs, cette “revalorisation salariale de la profession” contient une contrepartie : l'augmentation de la productivité des agents hospitaliers non-médecins par l'annualisation du temps de travail, le recours facilité aux heures supplémentaires, la réduction d'une heure de la durée de repos quotidien (qui passerait de 12 à 11 heures). Autrement dit, il est demandé à ces agents épuisés par des décennies de dégradation de conditions de travail, de pénurie chronique (la cure d'austérité s'étant fortement intensifiée sous la présidence Hollande lorsque le PS était au pouvoir) et par le choc provoqué par l'intensification de la crise sanitaire avec la pandémie du Covid-19... de travailler plus et de se reposer moins ! Sans doute un privilège accordé par le gouvernement aux prétendus “héros de la nation” !

Mais la mesure la plus emblématique demeure l'ouverture “à la demande” de 4000 lits supplémentaires en fonction des pics d'activité. “Sauf que la grande nouvelle n'en est pas une : ces ouvertures ponctuelles existent déjà. Chaque hiver, pour les gripes saisonnières, les hôpitaux ouvrent des places pour quelques semaines. Dans quelle proportion les 4000 lits, annoncés avec trompettes et flonflons, améliorent-ils la situation ? Mystère et boule de gomme ! [...] En attendant, rien ne dit que la promesse de Véran représente vraiment un progrès : “4000 lits sur cent départements, ça fait 40 lits par département, soit de 8 à 10 lits par hôpital... Bah... à mon avis c'est ce qu'on avait déjà avant”, calcule et conclut un directeur d'hôpital un brin désabusé.”⁽³⁾

Cela ne compense donc en rien les récentes suppressions de lits d'hospitalisation (4200, rien que sur l'année 2018), comme les 69000 supprimés depuis près de

3) *Le Canard enchaîné* (29 juillet 2020). (suite page 2)

EXPLOSION À BEYROUTH

Une tragique illustration de l'incurie capitaliste

Le 4 août 2020, dans le port de Beyrouth, un stock de 2750 tonnes de nitrate d'ammonium explosait, provoquant une des plus grandes catastrophes industrielles de l'histoire du capitalisme.

Un nouvel acte criminel du capitalisme

À ce jour, 190 morts officiellement, des dizaines de disparus et plus de 6000 blessés dont certains dans un état très grave. Selon des spécialistes de l'université de Sheffield, cette explosion correspondrait à un dixième de la puissance de la bombe atomique d'Hiroshima... Les dégâts matériels sont gigantesques : il faut s'imaginer un cratère de 120 m de diamètre et 43 m de profondeur ! Les hôpitaux sont très endommagés, voire complètement dévastés à l'image de l'hôpital Saint-Georges.

En revenant sur le déroulement des événements, on s'aperçoit que la réalité dépasse de très loin la fiction : en 2013, un navire russe, le *Rhosus*, sous pavillon de complaisance moldave, doit transporter 2750 tonnes de nitrate d'ammonium depuis Batoumi en Géorgie jusqu'au Mozambique. Suite à des problèmes techniques, ce navire-poubelle à la cargaison explosive doit faire escale à

Beyrouth. Après inspection, les autorités portuaires libanaises interdisent au navire de reprendre la mer. En 2014, le nitrate est déchargé puis stocké dans un entrepôt du port. Le propriétaire abandonne le navire (en refusant de payer les réparations) et les marins. Bien évidemment, ils ne sont plus payés et interdits de débarquer. Ils vont d'ailleurs se mutiner.

L'histoire ne s'arrête pas là : par la suite, les douaniers alertent à six reprises sur le danger de ce stockage explosif. Mais leurs recommandations restent vaines et aucune instance ne veut prendre de décision. Il s'ensuit 7 ans d'errances judiciaires, administratives et politiques qui conduisent à la catastrophe du 4 août. Les conséquences immédiates de l'explosion sont dramatiques : le port et une grande partie de la ville sont totalement rayés de la carte. De nombreuses infrastructures sont pulvérisées et l'activité économique fortement altérée. Dans les rues, la population doit faire face à de véritables scènes de guerre. Près de 300000 personnes se retrouvent sans logement, sans eau courante et 100000 enfants sont déplacés. Les enjeux humanitaires sont considérables : sachant que le port de Beyrouth gère 60% des importations du Liban, dont 80% de ses

denrées alimentaires, la sécurité alimentaire de la population est fortement compromise.

Avant la catastrophe, le Liban vivait déjà une crise sociale et sanitaire dramatique (du fait de la faiblesse du système hospitalier : manque de médicaments, hôpitaux saturés, fuite des “blouses blanches”...). Dans ces conditions, et avec la propagation fulgurante du Covid-19, le système de santé n'était déjà plus en mesure de répondre aux besoins médicaux de la population : à noter que le confinement est à nouveau déclenché le 21 août 2020 sauf... pour les secteurs touchés par les destructions ! De telles décisions en disent long sur le cynisme et l'incapacité de “l'administration” libanaise.

Mais ce que la classe dominante tend à présenter comme un simple accident industriel (encore un !) est en réalité un énième tragique épisode dans la vie du capitalisme animé par la recherche permanente du profit et la réduction *a minima* des coûts. Cette logique, dans laquelle la vie humaine n'a aucune importance, a pour conséquence la multiplication de catastrophes de cette nature partout dans le monde. L'histoire industrielle est émaillée de ce que les médias présentent pudiquement comme des

“accidents” dont la fréquence et l'ampleur ne cessent de croître à mesure que le capitalisme s'enfoncé dans sa crise historique et, aujourd'hui, sa phase de décomposition. Il suffit, parmi le lot immense des catastrophes, d'en évoquer quelques unes significatives pour se faire une idée de leur monstruosité :

– Le 10 juillet 1976, à Seveso, l'usine d'une firme suisse installée à 20 km de Milan connaît un destin tragique : l'augmentation de la pression soudaine dans l'un des réacteurs fait sauter une soupape de sécurité et provoque une explosion de produits herbicides extrêmement polluants. En fait, il s'agit de dioxine, un agent chimique entrant dans la composition de l'agent orange massivement répandu par l'armée américaine dans les villages pendant la guerre au Vietnam ! On comprend alors aisément que les autorités aient minimisé la toxicité de ce produit tout en planifiant, entre autres mesures sanitaires, des “avortements thérapeutiques”...

– Le 3 décembre 1984, à Bhopal⁽¹⁾ en Inde, l'usine de pesticides d'une filiale

1) “Bhopal : Le capitalisme sème l'horreur”, *Révolution internationale* n° 128 (janvier 1985).

(suite page 4)

Dans ce numéro

Rentrée 2020	
<i>Au programme : crise, licenciements, chômage, attaques et mépris !</i>	2
Confinement	
<i>L'État bourgeois montre toute sa brutalité</i>	3
Biélorussie	
<i>Régime autoritaire ou démocratie, la même exploitation capitaliste !</i>	4
Théories du complot	
<i>Un poison contre la conscience de la classe ouvrière</i>	5
Esclavage et racisme	
<i>Armes de l'exploitation capitaliste</i>	8

Au programme : crise, licenciements, chômage, attaques et mépris !

Alors que la pandémie mondiale et le confinement de près de quatre milliards de personnes sont encore présents, le capitalisme poursuit sa marche infernale : mensonges, flicage, chômage, misère, attaques contre les conditions de vie et de travail, répression...

Dans tous les États, l'arrêt brutal de l'économie a exacerbé les effets de la crise historique du capitalisme. "Effondrement historique de l'économie française" titrait *Le Monde* du 1^{er} août : "Le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 13,8% au deuxième trimestre". Au-delà des titres "choc", il est clair que les effets de la pandémie sur une économie déjà gravement malade n'ont pas encore dévoilé toute leur profondeur !

Aujourd'hui, alors que la menace de l'épidémie pèse de tout son poids sur nos têtes, la récession se fait déjà lourdement sentir. Durant les quatre derniers mois, les annonces de licenciements n'ont cessé de pleuvoir. De nombreux secteurs sont sévèrement frappés et un grand nombre de petites entreprises mettent la clé sous la porte ! Les plus grosses, tentant de résister, licencient à tour de bras.

Les plans de licenciements et d'économie à l'œuvre avant la crise sanitaire ont donc été considérablement amplifiés et multipliés : plus de 7580 licenciements chez Air France, 15000 chez Airbus avec près de 5000 en France (donc beaucoup plus chez les sous-traitants). Renault prévoit la suppression de 15000 emplois dans le monde (5000 en France), Alinéa 2000, La Halle plus de 5000, Naf Naf 1100... À cela s'ajoute une multitude de petites PME. On parle déjà de près d'un million de chômeurs supplémentaires. Et tout cela n'est qu'un début ! Un économiste résume bien la situation : "Il ne s'agit pas de savoir si le chômage va s'accroître, mais jusqu'à quel sommet il va culminer".⁽¹⁾

Pour les travailleurs les plus précaires, la situation est particulièrement dramatique. Nombre d'intérimaires se retrouvent "sans activité" ou dans une incertitude insupportable : "La fédération des professionnels du secteur parle d'un choc quatre à cinq fois supérieur à celui de 2009". Le BTP, l'industrie, le commerce ou le transport-logistique sont notamment touchés. "Je suis tombé à 1080 euros net par mois et j'ai quatre enfants sous mon toit. L'un d'entre eux est obligé de prendre un emploi saisonnier cet été pour nous venir en aide. Ce n'est pas possible, s'empore Bruno Palard, 57 ans, intérimaire [...]". Le 24 avril, il a été placé en chômage partiel pour une durée indéterminée.⁽²⁾ La situation est encore plus grave pour les milliers de travailleurs qui vivent dans la débrouille, enchaînant des petits boulots souvent au noir et qui se retrouvent dans une misère totale.

Les queues devant les camions de distribution d'aide alimentaire d'urgence n'ont cessé de s'allonger depuis le début de la pandémie si bien que les associations de bénévoles sont débordées. Malgré les annonces de "plans d'urgences" de l'État, les associations voient les stocks alimentaires fondre alors que des nouveaux demandeurs se bousculent (déjà +25% depuis le confinement, "soit 5,5 millions de demandeurs qui pourraient grimper à 8 millions d'ici à cet hiver", estiment les associations). Dans plusieurs pays centraux du capitalisme (en particulier aux États-Unis), des grèves des loyers ont également éclaté. Tout cela montre à quel point la situation devient insoutenable et dramatique pour de très larges parties de la classe ouvrière à travers le monde.

Pour maintenir son économie, le capitalisme n'a qu'une seule réponse : exploiter davantage les ouvriers ! Et c'est bien ce qui est à l'œuvre depuis le début de la crise sanitaire, avec la succession de "mesures d'urgence" et

d'ordonnances qui concernent le Code du travail :

– La journée de travail maximale passe de 10 à 12 heures (et de 8 à 12 pour le travail de nuit).

– Le temps de repos entre deux jours de travail passe de 11 à 9 heures.

– Le travail hebdomadaire (max) de 48 à 60 heures.

– Extension du travail le dimanche...

Bien naïvement, on pourrait penser que ces mesures ne sont qu'un "cadre légal" nécessaire pour faire face à une situation exceptionnelle de crise sanitaire... Mais vraiment bien naïvement ! Car, à y regarder de plus près, on lit également dans ces ordonnances que "L'employeur peut imposer ou modifier au maximum six jours de congés" avec "un jour franc pour prévenir", il peut imposer jusqu'à dix jours de RTT ou CET (Contrat Épargne Temps). De même que l'employeur peut imposer jusqu'à cinq jours de congés "monétisés" (sur les RTT et CET), notamment en complément de revenu dans une situation de chômage partiel.

Nombre de ces mesures "temporaires", officiellement en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020, feront "jurisprudence", dans l'intérêt du capital ! Dans un article de *Médiapart* publié le 18 juin 2020 : "Les députés votent une drôle de sortie de l'état d'urgence sanitaire", on pouvait lire : "Alors que l'état d'urgence sanitaire se termine le 10 juillet, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture un projet de loi prorogeant jusqu'au 30 octobre certains pouvoirs exceptionnels accordés au premier ministre, et notamment celui d'interdire des manifestations". Quand il s'agit de défendre les intérêts du capital, "l'exceptionnel" devient très vite la règle !

Avec l'incertitude de la situation actuelle, toute la pression est mise sur les ouvriers qui doivent "savoir faire des sacrifices pour sauver l'activité" et leurs emplois. Les fameux "accords de performance collective" (remis au goût du jour avec les ordonnances Travail de 2017) sont une autre illustration de l'hypocrisie de la bourgeoisie et de ses syndicats pour faire accepter une plus grande exploitation au nom de la sauvegarde de l'emploi. Un véritable chantage pour une nouvelle tromperie ! Par exemple à propos de "l'accord" signé par le sous-traitant aéronautique Derichebourg, on peut lire : "Selon le syndicat FO, dans un tract publié le 12 juin, face à une chute brutale du chiffre d'affaires de plus de 50% et avec des prévisions pessimistes anticipant un déficit de près de 6 M€ pour l'entreprise, cet accord était la seule solution pour garantir nos emplois".⁽³⁾ Et voici le résultat de cette "grande lutte" syndicale : "L'accord prévoit la suppression des primes de repas et de transport, de 280 euros par mois sur dix mois. [...] Par ailleurs, les salariés qui perçoivent plus de 2,5 SMIC perdront leur treizième mois en 2020".

Un "accord" du même type est actuellement en discussion chez PSA Retail avec cette fois la CFDT aux commandes. Pour mémoire, "en 2015, les salariés de l'usine Smart de Hambach (Moselle) avaient accepté de revenir aux 39 heures pour sauver leur site. Quatre ans plus tard, leur employeur, le groupe automobile allemand Daimler, avait décidé de délocaliser l'entreprise en Chine".⁽⁴⁾

Ne nous trompons pas, c'est bien le chômage de masse et la précarité qui nous attend. Pour faire face à cette forte augmentation du chômage, la bourgeoisie a un plan pour le moins radical : la réforme de l'assurance chômage (et une économie de 3 à 4 milliards d'euros sur le dos des prolétaires) ! Il faut dire que cela est mûrement préparé depuis plus de deux ans et déjà en partie appliqué.

Cette attaque d'ampleur contre la partie du prolétariat la plus fragile est d'une violence redoutable. Voici un bref résumé, du contenu de cette

attaque :

– Durcissement des conditions d'indemnisation (avoir travaillé 4 mois sur les 28 derniers, passe à 6 mois sur 24).

– Le seuil de rechargement des droits (qui était de 1 mois, passe à 4 puis à 6) – Dégressivité des revenus (au bout de 6 mois pour les tranches hautes)

– Et surtout : tous les jours de la période considérée seront intégrés au calcul de l'indemnité, même ceux non travaillés !

"Avec la réforme, ce salaire journalier de référence sera calculé à partir du revenu mensuel moyen. Les périodes d'inactivité seront donc prises en compte dans le calcul de l'indemnisation, ce qui baissera mécaniquement le montant des allocations chômage versées aux demandeurs d'emploi".⁽⁵⁾ Mais déjà, tout est en place pour perdre les demandeurs dans des démarches administratives complexes et fastidieuses, conduisant à des erreurs quasi systématiquement à la charge du demandeur.⁽⁶⁾ Et ce

5) *Capital* (17 juillet 2020).

6) En juillet dernier, Yann Gaudin est licencié pour avoir aidé des allocataires, notamment des intermittents et des précaires, à "récupérer un préjudice financier d'environ 200000 euros". Sur son blog, ce lanceur d'alertes explique avoir découvert "de vraies anomalies couvertes par une chaîne de décideurs, par exemple

suite de la page 1

n'est pas l'annonce du report de ce deuxième volet de la réforme qui peut nous faire croire au moindre état d'âme de la part du gouvernement. Ce dernier ne s'en cache pas : cette réforme ainsi que celle des retraites, seront remises à l'ordre du jour aussi vite que possible. "Il n'y aura pas d'abandon d'une réforme des retraites. Je suis ouvert à ce qu'elle soit transformée", déclarait Macron au mois de juillet en souhaitant relancer les concertations". En définitive, ce sont toujours les mêmes discours hypocrites et mensongers que la bourgeoisie nous sert "au nom de l'équité, de la justice, de l'altruisme, de la démocratie".

Dans ce jeu abject, les syndicats répondent toujours présents à l'appel du gouvernement pour "mener les concertations". Mettre en œuvre de telles réformes, attaquer aussi durement les conditions d'existence du prolétariat, nécessite un encadrement syndical fort de la classe ouvrière, une division, que ces "professionnels de la lutte" savent très bien faire. Alors qu'aujourd'hui on licencie massivement chez Airbus, Air France, Alinéa... que font les syndicats ? Ils

des salaires exclus automatiquement par le système de calcul des allocations chômage". Ainsi que des informations "sur les droits des allocataires que l'on donne très peu, voire quasiment jamais aux intéressés".

Marius, 2 septembre 2020

Séguir de la Santé

quinze ans. Les 4000 lits "supplémentaires" ne sont donc qu'une goutte d'eau dans un océan de pénurie. Par conséquent, la saturation des services hospitaliers et les dégâts humains qu'elle occasionne sont indéniablement devant nous.

La poursuite du démantèlement du système de santé

Comme nous l'avons mis en évidence plus haut, la prétendue revalorisation des salaires masque un approfondissement de la flexibilité du travail et de l'exploitation de la main d'œuvre hospitalière par l'accroissement du temps de travail et l'élasticité des salaires. Selon le ministre de la Santé, les réglementations à ce sujet sont à l'heure actuelle "des carcans qui empêchent ceux qui le souhaitent de travailler davantage". Mais les employés du médical, soumis déjà à des cadences de travail infernales, seront-ils prêts à se porter volontaires afin de se faire exploiter davantage ?

Le Séguir prévoit également de poursuivre les "réformes" déjà en cours tout en les perfectionnant. Par exemple, la tarification à l'activité prévoyant de fixer les ressources des hôpitaux en fonction des soins prodigués équivaut à privilégier le volume au détriment de certains soins. Les hôpitaux vont devenir systématiquement des énormes usines, industrialisées et travaillant à la chaîne, hyper spécialisées, reflet d'un mode de production de soins déshumanisé, mues par le seul objectif de la productivité, du profit⁽⁴⁾ et, de fait, beaucoup plus rentables après s'être séparés des soins les plus coûteux et les moins lucratifs.

Le fossé entre l'hôpital public et les cliniques privées ne cesse de s'approfondir aussi bien dans la prise en charge des patients que dans les conditions de travail et de rémunération des personnels. On voit se renforcer un système de santé publique à plusieurs vitesses, où les hôpitaux de haut standing, *high tech*, cohabitent avec des établissements *low cost* livrés à eux-mêmes, prétendu "modèle" où la classe ouvrière paupérisée aura de plus en plus de mal à accéder aux soins, même les plus élémentaires.

4) Cf. "Des hôpitaux aux usines à soins. Un réel progrès ?", *Management et Avenir Santé* n°3 (2018).

enferment les ouvriers dans un corporatisme stérile, en poussant les plus combattifs à la lutte dans le seul périmètre de leur entreprise !

À l'annonce des licenciements chez Airbus, les syndicats ont appelé à manifester sur le tarmac de l'aéroport de Toulouse, en organisant même deux cortèges : l'un composé des syndicats majoritaires comme FO et le deuxième, faisant cavalier seul, emmené par la CGT. Une véritable caricature de division et d'isolement !

La lutte derrière les syndicats ne mène qu'à l'épuisement, à la déception et à la résignation. Pour qu'une lutte paie, elle doit opposer un rapport de force à la bourgeoisie. Cela signifie que le véritable moteur de la lutte est la recherche de la solidarité, de l'unité, de l'extension du mouvement et de sa politisation. Autant de questions essentielles que les syndicats se gardent bien de mettre en avant et qu'ils occultent. La classe ouvrière ne pourra donc compter que sur elle-même. Tout cela ne fait que souligner davantage le caractère primordial du premier point des statuts de l'Association Internationale des Travailleurs qui proclamait : "L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" !

est palpable depuis le déconfinement. Épuisés physiquement et moralement, leur colère, leur ras-le-bol sont immenses. Toutefois, nous avons pu constater, une fois encore, une tendance à lutter chacun dans son coin, par hôpital ou centre de soins, par catégories, par niveau de qualification... Or, le sort des soignants est globalement identique à celui de tous les exploités. Les mesures prises à l'issue du Séguir de la Santé, ne sont pas seulement une offensive directe et une entreprise de division corporatiste contre les salariés du secteur, mais une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière. Car, en cherchant à donner une place à part aux fameux "héros de la nation", la bourgeoisie veut semer l'isolement, le cloisonnement, la division dans les rangs de la classe ouvrière et altérer la capacité de celle-ci à se défendre de manière unitaire. Comme nous pouvons d'ores et déjà le constater, la classe dominante impose la baisse de salaires, l'allongement du temps de travail, la suppression ou le report des congés à tous les salariés quel que soit le secteur. Les personnels de santé ne sont donc pas les seuls à subir une plus forte exploitation, il en est de même pour les autres parties de la classe ouvrière.

Dans la période à venir, l'exacerbation de la crise historique du capitalisme va plonger davantage de larges parties de la classe ouvrière dans une paupérisation extrême. L'exploitation salariale et les conditions d'existence se dégraderont considérablement. Plus que jamais, la lutte de la classe ouvrière en vue de mettre un terme au capitalisme à l'agonie demeure une nécessité. La classe ouvrière ne sera pas en mesure de s'affronter à cette tâche abyssale si elle ne parvient pas à prendre conscience que, quelle que soit la corporation, malgré les variations de salaires et de conditions, les travailleurs salariés appartiennent tous à une seule et même classe. Tous vendent leur force de travail pour subvenir à leurs besoins vitaux. Ce n'est qu'unis dans la lutte, en étant capable de dépasser les divisions, les faux clivages corporatistes et nationaux, que la classe ouvrière sera en mesure de combattre l'exploitation et renverser le capitalisme.

François, 21 août 2020

1) "Le chômage de masse s'amplifie en France", *Le Monde* (29 juillet).

2) "On subit, on n'a pas trop le choix : les intérimaires, premières victimes de la crise due au coronavirus", *Le Monde* (18 juin).

3) "Accord de performance collective : le sentiment de "trahison" des salariés de Derichebourg", *Marianne* (12 août 2020).

4) *Les Echos* (4 juin 2020).

L'État bourgeois montre toute sa brutalité

Face à la catastrophe sanitaire, la bourgeoisie dans de nombreux pays n'a pas eu d'autres solutions que de mettre en confinement plus de la moitié de la population mondiale, soit près de quatre milliards d'individus. Si celui-ci était rendu nécessaire par l'incapacité des États et de leurs systèmes de santé à limiter autrement la propagation de l'épidémie de Covid-19, le seul véritable souci de la bourgeoisie était de protéger autant que possible son économie et limiter au maximum la baisse des profits. La classe dominante a sérieusement envisagé de laisser l'épidémie se répandre dans l'ensemble de la population de sorte que seuls les plus résistants s'en sortent. Mais le risque était grand, alors, que la pandémie ne soit plus contrôlable et que toute l'économie soit plongée dans une situation plus dramatique encore. Les États ont donc finalement choisi dans leur très grande majorité la "tactique" du confinement, c'est-à-dire face à leur incapacité et leur impuissance à apporter une autre réponse sanitaire, le retour aux pratiques du Moyen Âge d'isoler, marginaliser, enfermer en lieux clos ceux susceptibles de devenir des "pestiférés", mais cela désormais à l'échelle planétaire.

L'enfermement obligatoire de pans entiers de la population mondiale, dont la plupart vivent entassés dans des conditions précaires et insalubres, dans des logements exigus, dans une promiscuité dangereuse au sein de mégapoles de plusieurs millions de personnes n'a fait qu'aggraver une situation déjà très difficile à vivre.

C'est la classe des salariés, des exploités qui a été et qui demeure par conséquent la plus durement touchée par les conséquences du confinement. Dans les zones sous-développées comme l'Afrique, l'Amérique latine ou encore l'Asie, les conditions de vie de dizaines de millions d'ouvriers étaient déjà insoutenables et le confinement n'a fait qu'empirer les choses.

L'isolement, le manque de contacts sociaux, la promiscuité, l'altération des déplacements et du mouvement ont provoqué des graves dommages sur la santé des populations, tout particulièrement sur le plan psychique.

Dans ces conditions, les traumatismes du confinement chez les exploités sont sans commune mesure avec ce qu'a pu éprouver la classe bourgeoise dans ses résidences spacieuses dotées de tout le confort matériel nécessaire. Le confinement a donc encore davantage mis en lumière la scandaleuse et révoltante iniquité de la société divisée en classes sociales.

La vie sociale et collective toujours plus en danger

Contrairement à ce que la bourgeoisie veut nous faire croire, nous ne sommes pas tous égaux devant les drames de la vie, comme nous ne sommes pas tous égaux face aux conséquences du confinement. Dans la société capitaliste, ce sont toujours les prolétaires qui payent le plus fort et directement dans leur chair et leurs conditions de vie les drames engendrés par ce système pourrissant. Au sein de la classe des exploités, ce sont les plus faibles ou ceux qui sont devenus des "inutiles" et des "indésirables" aux yeux du capitalisme qui subissent en premier les conséquences de l'inhumanité et de la barbarie de celui-ci.

Comme l'écrivait Rosa Luxemburg en 1912 dans *L'Asile de nuit* : "chaque année, chez les prolétaires, des milliers d'existences s'écartent des conditions de vie normales de la classe ouvrière pour tomber dans la nuit de la misère. Ils tombent silencieusement, comme un sédiment, sur le fond de la société. Éléments usés, inutiles, dont le capital ne peut plus tirer une goutte de plus, détritons humains, qu'un balai de fer éjecte". En plus de la misère matérielle, le capitalisme pourrissant ne cesse de développer la marginalisation, l'atomisation des individus, la destruction des rapports familiaux, l'exclusion des personnes âgées, la souffrance psychique... Il sème le malheur au nom de la liberté d'entreprendre, c'est-à-dire au nom de l'obligation de travailler et de se faire exploiter pour vivre. C'est tous les liens humains au sein de la classe

ouvrière et notamment les liens d'affectivité et de solidarité que le capitalisme détruit dans sa rage aveugle de sacrifier la vie et la santé des exploités sur l'autel sacré du profit. Lorsque cette classe dominante en appelle hypocritement à la protection des plus faibles, des plus âgés d'entre nous ou des enfants les moins favorisés, elle ment honteusement. C'est précisément quand les conséquences des politiques de démantèlement et de destruction des services assurant un minimum de sécurité à la classe ouvrière altère l'exploitation de celle-ci qu'elle développe le plus massivement ses campagnes idéologiques. Pendant la pandémie, elle ne cesse ainsi de faire croire que son État allait s'occuper des plus vulnérables, alors qu'il est le responsable de toute la détresse sociale, psychique et sanitaire provoquée par la pandémie.

Les personnes âgées mises au rebut de la société

Dans les maisons de retraite partout dans le monde, le drame humain est total. Dans un premier temps silencieux car caché par l'État bourgeois, il est devenu la partie visible lorsque la réalité sordide qui s'y développait n'a pas pu être dissimulée plus longtemps. Déjà plus de 10 000 morts y sont officiellement recensés dans les établissements français. En Espagne, où pas moins de 16 000 décès avaient été recensés au mois de mai dernier, des centaines de cadavres ont été retrouvés dans les chambres de ces établissements, gisant sur leur lit et abandonnés depuis des jours. Des drames identiques ont eu lieu dans de nombreux autres pays, rappelant à quel point, pour le capitalisme, les "vieux" ne sont ni plus ni moins que des bouches à nourrir superflues qu'il faut retrancher de la société en attendant leur mort prochaine.

A cela, il faut ajouter tous ceux morts seuls à leur domicile, abandonnés à leur sort. L'absence de protection en maisons de retraite et d'assistance organisée aux personnes âgées ainsi que la pénurie de personnels a provoqué un véritable massacre dont la bourgeoisie, avec tout le cynisme qu'on lui connaît et l'incurie dont elle fait preuve, est la seule responsable.

Dans ces établissements de "fin de vie", ces millions de personnes (700 000 rien qu'en France) sans protection adaptée et extrêmement fragiles, sont une proie facile pour le virus.

Alors, et même avec retard comme pour le reste de la population, il a fallu les confiner, les isoler, les enfermer dans leur chambre. Tout contact avec l'extérieur a été interdit. Que ce soit avec leur famille, leurs proches ou leurs amis encore valides et vivant à l'extérieur. Car comme dans les orphelinats, les prisons, les camps de réfugiés, les centres de rétention de personnes migrantes et autres centres de détention juvénile, les maisons de retraite sont des hauts lieux de propagation de la contamination et ceci d'autant plus que ces personnes sont souvent affaiblies par l'âge ou la maladie.

Mais là ne s'arrête pas le drame humain qui se déroule. En plus des conséquences de l'épidémie elle-même, ces êtres humains que l'on prétend isoler "pour leur bien" sont ainsi voués à une tristesse et à un désespoir sans fond, coupés de tout lien avec leurs proches, ce que les spécialistes appellent pudiquement la "dépression du grand âge". Ce que la société capitaliste leur inflige les renvoie ainsi à un sentiment profond d'abandon et de solitude, de perte totale de l'intérêt pour la vie et même d'identité. Il est certain qu'en plus de tous ceux qui meurent de l'épidémie viennent ainsi s'ajouter ceux qui se laissent tout simplement mourir de tristesse et de solitude dans leur coin.

Dans ce contexte, les familles ont fait l'expérience de la brutalité de cette société, puisque les tentatives pour porter réconfort et soutien à leurs proches sont punies d'amendes, comme cette personne qui avait osé braver l'interdit en parcourant près de 300 kilomètres pour venir au chevet de son père en fin de vie, ou encore pour cette femme venue dire bonjour à

son mari, résidant en maison de retraite depuis la rue jouxtant l'établissement!

Comme on peut le voir, l'État a bien joué son rôle lors de cette période de confinement, celui de maintenir l'ordre social de manière froide et mécanique sans la moindre préoccupation du besoin de lien social inhérent à tous et particulièrement aux plus démunis.

A l'inverse, au nom de "l'intérêt de tous", en se faisant passer pour le bon Samaritain soucieux de la préservation de la santé des plus faibles, l'État va exercer une politique odieuse de contrôle et de coercition tous azimuts sur la société, allant même jusqu'à interdire, puis limiter, la présence des familles aux cérémonies funéraires et sa police interdire, sur ses ordres, l'accès aux cimetières. Puisque dans cette société, la mort est une marchandise comme les autres et qu'en temps d'épidémie, elle peut rapporter beaucoup, une entreprise funéraire ira comme en France jusqu'à faire payer 250 euros aux familles pour venir se recueillir un quart d'heure devant le cercueil aux halles de Rungis.

Les étudiants, autres victimes de l'enfermement capitaliste

La précarité en milieu étudiant est maintenant bien connue. Beaucoup de ces futurs prolétaires survivent avec de petits boulots, ce qui leur permet tout juste de tenir le coup et de poursuivre leurs études. Éloignés la plupart du temps de leur famille, ils vivent plus souvent qu'on le croit dans une très grande solitude, mais surtout une très grande insécurité, sans savoir de quoi le lendemain sera fait. Autant de conditions d'existence que le confinement n'a fait que dégrader davantage. Depuis quelques années, les suicides parmi les étudiants deviennent plus nombreux. En France par exemple, il y a quelques mois, un étudiant désespéré a tenté de s'immoler par le feu devant le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires d'une université de Lyon. L'arrêt des petits boulots, la fermeture de foyers, l'impossibilité matérielle et physique de retrouver leur famille ont ainsi gagné du terrain. Jamais les appels de détresse par téléphone aux centres de soutien psychologique n'ont été aussi nombreux. Et cela ne va faire que s'amplifier puisque dans plusieurs pays, y compris ceux dits les plus développés (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France), devant l'incapacité des autorités à mettre en œuvre un dispositif permettant de préserver la santé des étudiants, l'État ne prévoit pas de rouvrir un grand nombre d'universités à la rentrée et préfère remplacer les cours en présentiel par des cours en ligne ou en visioconférence. L'étudiant sera désormais condamné à rester seul dans sa petite chambre toute la journée, derrière son ordinateur sans le moindre contact physique. Un palier de plus est franchi dans l'isolement social et l'atomisation de tous les individus.

Dès lors, si l'État bourgeois met au rebut de la société les personnes âgées, il ne traite pas mieux les futurs prolétaires dont une grande partie n'auront pas d'autre perspective, dans les années à venir, que le chômage et une précarité considérablement accrue dans un contexte d'enfoncement aggravé dans la crise économique.

La montée de la violence envers les femmes et les enfants

Dans les médias, nous avons eu pendant de nombreuses semaines, voire plusieurs mois, droit au même rouleau compresseur : "Restez à la maison, soyez responsables, protégez-vous et protégez les autres!" Bien entendu, toute personne ne respectant pas ces consignes était traitée d'irresponsable mettant la santé et la vie d'autrui en danger. Le capitalisme rendait ainsi responsable de la pandémie toutes ces personnes incapables d'avoir un "comportement citoyen".

Dans les faits, le confinement était bien respecté, la majorité de la population ayant bien compris que, faute de moyens, il ne restait plus qu'à se cloisonner pour se protéger. Seulement en matière de confinement comme dans

tous les autres domaines de la vie, l'égalité des droits est un fantasme répandu par l'idéologie bourgeoise. Cette classe fait toujours semblant de découvrir la misère ou les conditions de logement désastreuses dans lesquelles sont entassés la grande majorité de la classe ouvrière, les précaires et les chômeurs. Ce sont des familles entières qui ont été confinées du matin au soir dans des espaces réduits. En matière de logement, là encore seuls le profit et la rentabilité sont de règle.

Si la violence faite aux enfants ainsi qu'aux femmes n'est malheureusement pas un phénomène nouveau, dans ces conditions de confinement il n'a fait qu'augmenter de manière dramatique et explosive. Alors que l'État s'est montré très réactif pour "sauver l'économie", il n'a bien évidemment rien mis en œuvre pour les personnes se retrouvant dans des situations de détresse et en danger de mort, si ce n'est les exhorter à appeler le numéro du service d'appel pour les urgences sociales, qui n'avait aucun moyen de faire face à cette recrudescence de violences.

Résultat de cette situation, partout dans le monde, les violences conjugales ont explosé avec une hausse de 30% en France où les interventions à domicile des services de police pour des violences intrafamiliales ont également bondi de 48%. En Europe, les appels d'urgence ont augmenté de 60%. En Tunisie, les agressions contre des femmes ont été multipliées par cinq. En Inde, le nombre de dossiers établis pour violences conjugales a doublé. Au Brésil, les cas de violences conjugales signalées ont augmenté de 40 à 50%. Au Mexique, les appels pour violences y ont augmenté de 60% pendant la quarantaine avec 200 cas supplémentaires de féminicides. Plus de 900 femmes ont été portées disparues au Pérou...

Mais pour la bourgeoisie, ces désastres humains ne représentent que des chiffres ou des pourcentages sur du papier, qu'elle va s'empresser bien vite d'oublier! Si les services de santé ont été sabrés depuis plusieurs dizaines d'années, les services sociaux de protection de l'enfance, de prévention des violences faites aux femmes et tous les services de protection des plus faibles ou démunis ont tout simplement été laminés.

Quels dégâts réels de souffrances et combien de meurtrissures physiques et psychiques cachées au bout du compte? Combien de situations de détresse, de dépression et de tentatives de suicide auront été amplifiées par ces conditions d'enfermement et d'entassement?

Les mesures de confinement et de restrictions drastiques des liens sociaux imposées aux populations, hormis pour les salariés envoyés au travail sur les lieux de travail en servant de "chair à virus" pour "sauver l'économie" au risque de se faire contaminer eux et leur entourage, ont fait ressortir le caractère impersonnel et abstrait des relations sociales dans le capitalisme.

Alors que le virus continue à se propager sur plusieurs continents, qu'il connaît un regain significatif

dans plusieurs pays européens où une deuxième vague s'amorce, les médias ciblent et stigmatisent les jeunes et leur volonté de se rassembler après des mois d'isolement, en les qualifiant "d'irresponsables" par rapport aux vieux comme par rapport à l'ensemble de la population, en cherchant à susciter une division idéologique supplémentaire entre générations. Si, bien évidemment, toutes les précautions doivent être prises, ces rassemblements témoignent d'une soif de lien social, d'un désir de retrouver sa famille, ses amis et tous ses proches après des mois de solitude et d'isolement extrêmement violent sur le plan psychologique.

Ces jeunes ne font pourtant qu'exprimer un besoin vital pour l'espèce humaine, celui de vivre en collectivité. Le fait de les désigner comme coupables du retour en flèche du virus en Europe, comme le font les médias depuis plusieurs semaines, démontre également toute la brutalité et l'inhumanité de la société bourgeoise.

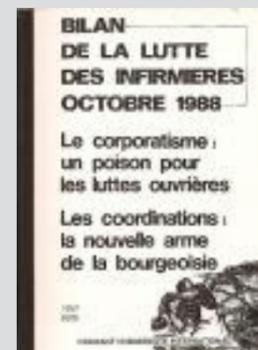
Le capitalisme en temps de crise dévoile son vrai visage

La bourgeoisie veut se présenter comme une classe qui dirige une société qui profite à tous. Une société où chacun a sa place et où chacun a sa chance. Mais lorsqu'une crise sanitaire, économique et sociale de cette ampleur frappe, le voile se déchire et émerge sans fards le visage monstrueux de ce système d'exploitation où la vie n'est qu'une marchandise qui ne mérite une attention et un entretien que si elle est jugée rentable, et encore à condition qu'elle ne coûte pas trop cher. Avec la crise économique, avec l'enfoncement de cette société dans une inhumanité et un chaos toujours plus grand s'imposent des politiques toujours plus irresponsables et meurtrières pour la vie elle-même. A entendre cette classe de menteurs, ses médias et autres idéologues à son service, le monde d'après ne sera plus comme celui d'avant. Aujourd'hui, on nous fait miroiter qu'à l'avenir "il y aura de meilleurs services de santé", qu'"il y aura des masques, des tests", qu'"le monde sera plus solidaire", qu'on va s'occuper des personnes âgées dans les maisons de retraite", que "la solitude c'est fini", qu'"on ne fera pas deux fois les mêmes erreurs", etc. Ces bobards hypocrites sont aussi peu crédibles qu'au moment de la Première Guerre mondiale quand la bourgeoisie proclamait la main sur le cœur que ce serait "la der' des der's!" ou "plus jamais ça!" Puis, il y eut la Seconde Guerre mondiale et son regain de barbarie généralisée. Alors, c'est vrai, le monde d'après ne sera plus comme celui d'avant : il sera encore pire! Les promesses de la bourgeoisie n'engagent que ceux qui y croient mais la classe prolétarienne ne peut plus entretenir la moindre illusion sur l'univers de souffrances et de cauchemars que lui réserve et dans lequel le plonge toujours plus profondément le capitalisme.

Sam, 2 mai 2020

LISEZ LES BROCHURES DU CCI

Bilan de la lutte des infirmières (Octobre 1988)



Cette brochure tire un bilan critique de la lutte de 1988 dans le secteur de la santé, lutte présentée par la bourgeoisie comme une victoire des infirmières. Ces leçons n'ont rien à voir avec la réalité.

La nécessité d'en tirer les leçons véritables pour les luttes à venir est primordiale. C'est une réflexion qui doit se mener au sein de la classe ouvrière avec détermination, profondeur, lucidité, avec esprit critique et sans concessions.

La brochure développe deux leçons essentielles :

- le corporatisme est un poison pour les luttes ouvrières
- les "coordinations" ont été une arme... de la bourgeoisie

Régime autoritaire ou démocratie, la même exploitation capitaliste !

Depuis le "triomphe" d'Alexandre Loukachenko à l'élection présidentielle biélorusse du 9 août 2020, victoire entachée de fraudes massives et d'intimidations, la population est descendue dans la rue, à l'appel de l'opposition, par dizaines de milliers pour protester contre le régime, drapeau national au vent, et réclamer des "élections libres". Avant l'élection, la principale candidate d'opposition, Svetlana Tikhonovskaïa, avait déjà rassemblé les foules lors de ses meetings. Peu après l'annonce des résultats électoraux, les syndicats liés à l'opposition appelaient à la grève générale. Comme les manifestations contre le pouvoir, les grèves se sont multipliées dans tout le pays, touchant même des "emblèmes nationaux" : comme l'usine BelAZ (engins miniers) et MTZ (tracteurs). Le "dernier dictateur d'Europe", au pouvoir depuis un quart de siècle à brutalement réprimé les manifestants, multipliant les arrestations et les passages à tabac (qui ont causé plusieurs décès).

Loukachenko, dirigeant d'un pays demeuré sous influence russe après l'implosion de l'URSS, est aujourd'hui ébranlé. Alors qu'il y a trente ans, les régimes d'Europe de l'Est tombaient les uns après les autres, expression éclatante de la débâcle de l'appareil étatique mensongèrement présenté comme "soviétique" et de la faillite de sa propre stratégie impérialiste, le régime biélorusse est resté au pouvoir à force de répressions féroces. Le fait que le dernier vestige du stalinisme en Europe de l'Est soit maintenant ébranlé, montre qu'un anachronisme est peut-être sur le point de prendre fin sous les coups renforcés du même processus de désagrégation des alliances impérialistes, même "traditionnelles", qui fit disparaître l'ancien bloc de l'Est. Un nouveau pays, situé à un endroit stratégique pour la Russie, pourrait ainsi chercher à se déplacer plus à l'ouest et générer davantage de chaos, à l'image de l'actuelle dislocation de l'Ukraine.⁽¹⁾

L'opposition pro-occidentale, avec Tikhonovskaïa à sa tête, a pu s'appuyer sur la situation économique calamiteuse (générant un chômage de masse, l'accroissement de la précarité, etc.) et la gestion catastrophique de la pandémie de Covid pour faire sortir la population dans la rue et appeler à la grève. Mais la classe ouvrière n'a rien à gagner à se laisser entraîner dans les conflits de factions de la bourgeoisie biélorusse, chacune appuyée par des vautours impérialistes prêts à fondre sur leur proie.

Au contraire ! Toutes les soi-disant révolutions pour se libérer du "communisme" ou du "grand frère" russe ont débouché sur des régimes démocratiques tout aussi bourgeois et exploités, sous le poids de la crise, n'ont fait qu'empirer les conditions d'existence des exploités. Toutes ces soi-disant révolutions en faveur de la démocratie ont été le théâtre d'enjeux impérialistes particulièrement cyniques : quand le bloc occidental ne plaçait pas ses pions pour affaiblir le camp adverse, c'est l'URSS qui poussait les dirigeants vers la sortie pour conserver son influence, comme en 1989 où le dirigeant romain "socialiste" Ceausescu tombait au profit d'une clique... pro-russe. En 2004, bien après l'explosion de l'URSS, la "révolution orange" éclatait en Ukraine portant au pouvoir de petits malfrats pro-occidentaux et ultra corrompus : l'apparatchik Viktor Iouchtchenko et la "princesse du gaz" Ioulia Tymochenko. La "révolution orange" a finalement débouché sur une guerre civile, l'intervention militaire de la Russie, la fragmentation du pays et l'explosion du chaos et de la misère. Aujourd'hui, tous ces pays sont bien souvent dirigés par des

gouvernements corrompus et autoritaires ; les conditions de vie y sont déplorables et le chômage massif.

En Biélorussie, la bourgeoisie pro-européenne se sert également de la population comme une masse de manœuvre contre le gouvernement en place. Le 14 août, depuis la Lituanie où elle s'est réfugiée, Tikhonovskaïa annonçait la création d'un conseil de coordination pour assurer une "transition pacifique du pouvoir" et la "tenue de nouvelles élections".⁽²⁾ Pour la bourgeoisie pro-démocratie, il s'agit d'arracher le pouvoir aux mains de Loukachenko et d'endormir la classe ouvrière avec la même grosse ficelle électoraliste que de nombreux États serrent régulièrement autour du cou des "citoyens". Il n'y a rien à attendre des élections : qu'elles répondent aux "normes internationales" (comme le réclame le conseil de coordination) ou qu'elles s'avèrent n'être qu'un vaste truquage, elles demeurent une pure mystification qui ont pour fonction

2) Cf. le site internet du conseil de coordination.

suite de la page 1

américaine explose : 30000 morts, entre 200000 et 300000 malades dans une ville de 800000 habitants durablement contaminés.

– Le 26 avril 1986, la centrale de Tchernobyl à 96 km de Kiev en Ukraine (alors république "socialiste" de l'URSS) explose et laissera la région impropre à la vie humaine. Le nombre de morts dû à l'exposition à la radioactivité est évalué à plusieurs milliers. En avril 2020, des incendies dans une forêt proche de la centrale ont augmenté la radioactivité de seize fois par rapport à la "normale". Mais tout est "sous contrôle" selon les autorités locales.

– Le 21 septembre 2001, dans l'usine AZF⁽²⁾ à Toulouse, filiale en France de Total-Fina : une explosion d'un stock de nitrate d'ammonium occasionne trente morts et 2000 blessés. Déjà à l'époque, la cause de l'explosion était comme à Beyrouth celle d'un stockage de ce produit hautement toxique sans le moindre conditionnement et très proche d'une grande ville.

– Le 12 août 2015, dans le port de Tianjin⁽³⁾ en Chine, à 140 km au nord de Pékin : une fuite de cyanure de sodium provoque l'incendie et l'explosion de l'entrepôt : 173 morts, selon le chiffre fourni par les autorités chinoises, plus de 700 personnes blessées ou contaminées, des milliers de sans-abris, un secteur dévasté dans un rayon de plusieurs kilomètres.

– Le 12 août 2018, le pont de Gênes⁽⁴⁾ en Italie s'écroule : 43 morts. On apprend très rapidement que les capteurs de surveillance ne fonctionnaient plus depuis plusieurs années... Cependant, deux ans plus tard, les autorités inaugurent en grande pompe le nouveau pont (sans la présence des familles qui ont refusé de se prêter à cette ignoble cérémonie).

– Le 26 septembre 2019, dans le port fluvial de Rouen, l'usine américaine Lubrizol⁽⁵⁾, classée de type Seveso, prend feu, s'ensuit une explosion provoquant un énorme nuage semant la panique dans un rayon de plus de 50 km. Les autorités vont nier la

2) "Explosion de l'usine AZF à Toulouse – L'État bourgeois est responsable de la catastrophe", *Révolution internationale* n°316 (octobre 2001).

3) "Explosion meurtrière de Tianjin (Chine) : apprendre de tout, ne rien oublier !", *Révolution internationale* n°454.

4) "Effondrement du pont de Gênes en Italie : la loi du profit engendre les catastrophes !", *Révolution internationale* n°472.

5) "Lubrizol : Derrière l'écran de fumée, la responsabilité du capital !", *Révolution internationale* n°479.

essentielle de réduire le prolétariat à l'impuissance. À la fin, c'est la bourgeoisie et ses intérêts de classe qui l'emportent. Les contradictions du capitalisme ne disparaîtront pas, l'exploitation des travailleurs, la misère et les guerres qui en découlent ne s'évanouiront pas davantage parce que la bourgeoisie aura organisé des "élections libres".

Il n'y a qu'à voir le pedigree des sept membres du "présidium" du conseil de coordination pour s'en convaincre. Outre Tikhonovskaïa qui s'est empressée de prendre contact avec les chancelleries occidentales pour parrainer sa "révolution", la personnalité la plus en vue n'est autre que Svetlana Aleksievitch qui, après avoir été une écrivaine bien disciplinée sous Brejnev, puis plumitif d'État au sein de l'Union des écrivains soviétiques, a opportunément retourné sa veste en dénonçant "l'homme rouge", ce qui lui valut un prix Nobel de littérature en 2015. Le conseil compte également des juristes, un syndicaliste, Sergueï Dylevski (chef

du comité de grève de MTZ), un ancien ministre, Pavel Latouchko (qui a dû sentir le vent tourner) et une dirigeante du Parti démocrate-chrétien biélorusse, organisation de fanatiques homophobes pour qui "chrétien" n'est pas qu'un mot !

Mais n'y a-t-il pas des grèves dans les entreprises ? Les comités de grève et les assemblées générales, n'est-ce pas la preuve indiscutable qu'il s'agit d'un "mouvement prolétarien" ? C'est l'argument avancé par les partis de gauches, trotskistes en tête, pour faire passer des vessies pour des lanternes.⁽³⁾ Mais il ne suffit pas que

3) Il est à ce titre tout à fait regrettable que cette vision déformée de la lutte de classe ait cours au sein même du milieu politique prolétarien à travers des prises de position qui voient dans cette mobilisation des ouvriers un "premier pas en avant" au lieu de dénoncer la nature bourgeoise du mouvement et le piège très dangereux qu'il constitue pour le prolétariat. Dans son article "Between Imperialist Feuds and Class Movements", les camarades de la Tendance communiste internationaliste affirment que "la seule note positive est la participation

des ouvriers soient présents dans un rassemblement pour en faire le début d'un mouvement de la classe ouvrière. En réalité, les grèves sont entièrement pilotées par les syndicats proches de l'opposition, notamment le Congrès biélorusse des syndicats démocratiques qui se propose, soucieux du "sort de la Patrie", d'assurer "le transfert rapide du pouvoir" et de "sortir [le pays] de la crise politique aiguë".⁽⁴⁾ Ce sont les syndicats, chiens de garde du capital, qui ont fait émerger les assemblées et poussé le "peuple" à la grève, avec pour seul objectif de démettre Loukachenko. Le Congrès biélorusse des syndicats démocratiques

généralisée de la classe ouvrière. L'arrêt de la production et l'interruption de la chaîne de profit est le seul élément véritablement de classe dans le mouvement ; cependant, il est évident que cela ne suffit pas. C'est un bon début, bien sûr, mais il faut aller plus loin". (traduit de l'anglais par nous)

4) "Sur la création d'un comité national de grève : la procrastination, c'est la mort !", traduction d'une interview du 17 août, donnée au site *Le partisan biélorusse*, parue sur le site de *Médiapart*.

(suite page 6)

Explosion à Beyrouth

toxicité des fumées et du nuage pour pouvoir faire repartir au plus vite l'activité. Les protestations de riverains et la constitution de comités de surveillance n'auront aucun effet sur les décisions et le plan "post-Lubrizol" (comme les autorités l'ont nommé) ressemble étonnamment à "l'avant-Lubrizol". Le capitalisme peut poursuivre son œuvre de destruction.

Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive. Mais toutes ces catastrophes, provoquées par la négligence délibérée des États et des capitalistes, nous rappellent que le capitalisme ne peut survivre que dans un paysage jonché de décombres et de cadavres.

Le Liban, pays rongé par la décomposition

Aujourd'hui, c'est le port de Beyrouth qui s'ajoute à la liste noire des "accidents".

Localement, les autorités avaient connaissance de la dangerosité de cette cargaison et on ne peut expliquer l'ampleur de la catastrophe que par l'incurie, la vénalité et la corruption à tous les niveaux de l'État libanais en totale déliquescence. Rappelons que ce pays ne survivait qu'en attirant des capitaux étrangers monnayant des taux d'intérêts allant jusqu'à 20%. La catastrophe du port de Beyrouth n'est pas due à un malheureux concours de circonstances. Elle s'est produite dans un pays totalement ravagé par cinquante ans de guerre au Moyen-Orient, de corruption généralisée des cliques politiques et confessionnelles. La décomposition qui ravage ce pays depuis des décennies a conduit la population désespérée à vouloir trouver des "solutions démocratiques" et c'est ainsi que depuis 2018, des vagues de colère impuissante s'expriment à travers un mouvement entièrement dominé par des revendications bourgeoises qui n'a fait que s'amplifier depuis la catastrophe.⁽⁶⁾

Les restrictions imposées à partir d'octobre 2019 sont drastiques : impossibilité de retirer son salaire à la banque, impossibilité de retirer des devises, impossibilité d'accéder aux soins médicaux les plus élémentaires. La livre libanaise a perdu plus de 78% de sa valeur, 45% de la population vit

6) On ne peut que faire le parallèle avec la situation de l'État d'Israël voisin, également confronté à des manifestations de révoltes populaires sur un terrain "démocratique" bourgeois contre le pouvoir politique en place, sa corruption, sa politique économique et militaire catastrophique, sur fond de gestion de la pandémie de Covid-19 également calamiteuse.

sous le seuil de pauvreté et 35% de la population active est au chômage. La vie quotidienne des habitants devient insupportable : par exemple, plus de vingt coupures d'électricité par jour. On imagine aisément la galère et le ras-le-bol de la population contre cette extrême précarité.

Les mouvements de contestation s'intensifient et aboutissent en octobre 2019 à la démission du gouvernement. L'avant-dernier cabinet dirigé par Hassane Diab lui succède présentant les mêmes dérives de corruption et d'incompétence. Tout cela va déclencher dès juin une nouvelle vague de manifestations. Bien évidemment ces gesticulations n'y changent rien. L'État libanais est embourbé depuis des décennies dans un système de corruption dans lequel le système bancaire (alimenté par des fonds étrangers, notamment de puissants parrains régionaux) gangrène toute l'économie et enfonce inexorablement le pays dans la décomposition.

La communauté internationale complice

Comme à chaque fois, le même scénario apparaît : la bourgeoisie internationale compatit, envoie quelques secours, promet des aides. Mais la vie capitaliste poursuit la même course effrénée au profit, exacerbant par là même les rivalités géopolitiques qui alimentent un chaos croissant. Sous couvert de solidarité et de secours humanitaires, c'est la ruée de vautours impérialistes cyniques (que ce soit les grandes puissances ou les seconds couteaux régionaux) qui se précipitent au "secours" du Liban afin de défendre chacun leurs sordides intérêts.

Au premier plan de cette nuée de macabres prédateurs, on trouve la France : l'empressement de Macron (seul chef d'État à ce jour à s'être rendu sur place) débouche sur une première visite au Liban dès le 6 août pour lui signifier les conditions de son aide à la reconstruction... car l'État français entend bien retrouver une place prépondérante dans cette région après en avoir pratiquement été éjecté ces dernières années. C'est pourquoi Macron a déclaré que "la France ne lâchera jamais le Liban". Le 28 août 2020, dans une conférence de presse, il affirmait : "Si nous lâchons le Liban..., ce sera la guerre civile". Pour bien appuyer la portée impérialiste d'une telle déclaration, lors de sa visite du 1er septembre 2020, Macron a tout d'abord fanfaronné en

commémorant le centenaire de la création du Grand Liban (à l'instigation de la France) puis s'est entretenu avec les différentes composantes politiques libanaises pour leur arracher la promesse de la création d'un gouvernement de mission dans les quinze prochains jours. Petite fausse-note dans le déroulement royal de cette journée, des centaines d'habitants sont descendus dans la rue pour faire savoir qu'ils n'étaient pas dupes. À la fin de la journée, Macron se faisait plus menaçant : "Je vais convier fin octobre à une conférence internationale à Paris et si rien n'a été fait, je dirai à la communauté internationale que nous ne pouvons pas être au rendez-vous de l'aide". De telles déclarations en disent long sur les intentions de fraternité de la bourgeoisie française ! Le nouveau premier ministre Adib, ancien chef du cabinet du député Mikati (d'abord dans le camp du Hezbollah puis dans celui adverse de Hariri) incarne tout à fait le type de "changement" attendu par le vieux général Aoun qui du jour au lendemain, comprend que "le moment est venu de changer de politique" et appelle les différentes factions politiques à s'entendre pour proclamer "un État laïc réclamé par la jeunesse libanaise"... Ce serait presque du spectacle de grand-guignol si la situation n'était pas aussi dramatique.

Pour l'heure, le pays est embourbé dans une crise sans précédent et l'explosion du 4 août constitue un nouveau point d'orgue de la décomposition de l'État. Avec cette nouvelle situation, les cliques bourgeoises libanaises essaient seulement de gagner du temps et chacune tente de sauver sa place face au chaos grandissant.

Ce terrible événement nous rappelle une nouvelle fois que les "accidents" du capitalisme sont autant de menaces permanentes contre l'humanité. La seule garantie de sécurité pour le futur réside dans la constitution d'une communauté internationale véritablement humaine, à savoir une société où l'homme et son environnement sont au cœur de toutes les préoccupations et décisions. Auparavant, il faudra balayer les décombres de cette société capitaliste pourrie et meurtrière. En 1915, Karl Liebknecht disait déjà : "Les ennemis du peuple comptent sur l'oubli des masses mais nous, nous combattons leur spéculation avec le mot d'ordre suivant : apprendre de tout, ne rien oublier, ne rien pardonner !"

Adjish, 2 septembre 2020

Un poison contre la conscience de la classe ouvrière

Nous republions ci-dessous un article, rédigé en 2012, à propos des théories du complot. Depuis cette date, ce phénomène n'a fait que s'amplifier et même se banaliser. Ainsi, avec la pandémie de Covid-19, on a vu se propager tout un tas "d'explications" qui s'appuient sur des théories des complots souvent ancrées dans des discours de propagande et reposant sur des croyances ou des convictions purement émotives et irrationnelles. Ces "théories vont des accusations du président des États-Unis, Donald Trump, selon laquelle la Chine "communiste" aurait à la fois fabriqué et propagé le virus Covid-19, à l'idée répandue que la pandémie est utilisée par les États pour fichier et contrôler la population, voire créée par une diabolique "élite mondiale" ou par des individus tels que l'investisseur George Soros ou le multimilliardaire Bill Gates afin de favoriser leurs "projets de domination mondiale". Des gens pensent même que le virus est une "pure invention" ! Ces visions totalement délirantes et hors de toute réalité s'avèrent très dangereuses et conduisent parfois à des comportements très nocifs : certains, n'hésitent pas à organiser des covid party avec pour objet de "vérifier" si le Covid-19 est bien "réel" et "dangereux". Toutes ces visions sont avant tout une expression, fondamentalement irrationnelle et faussement rassurante, liée à une absence de perspective, une vision sans futur. Ce sont clairement les manifestations idéologiques d'une impasse et un reflet du degré de pourrissement de la société capitaliste actuelle et des rapports sociaux dans sa phase ultime de décadence : celle d'un enfoncement dans sa propre décomposition où se manifeste une tendance croissante à la dissolution ou au rejet de toute pensée rationnelle et cohérente. Ces théories ne servent qu'à obscurcir ou fantasmer (comme le font les sectes ou l'esprit religieux) la conscience de la réalité sociale et à esquiver les vrais problèmes de fonctionnement de la société capitaliste en rejetant toute mise en cause globale de ce système. Le regain et la prolifération de ces visions se propagent dans de nombreux domaines de la société, comme dans de larges secteurs de la classe dominante, pas seulement parmi les fractions populistes qui s'en nourrissent. Ces visions complotistes assorties de fake news sévissent même parmi des franges éclairées de la bourgeoisie au sein de l'État, se parant parfois de l'autorité de tel ou tel scientifique.

En même temps, la classe dominante, qui subit elle-même les effets d'un certain débousolement à travers une tendance à la perte de contrôle des mécanismes politiques du système aberrant qu'elle perpétue, reste tout à fait capable d'instrumentaliser les théories complotistes contre la classe ouvrière. La bourgeoisie cherche ainsi à masquer son propre machiavélisme et les amalgames qu'elle entretient entre la dénonciation de ses manœuvres politiciennes constantes, de sa corruption, de ses magouilles, de ses décisions dans le dos des travailleurs, de ses mensonges, etc. avec les théories complotistes. Elle se prépare déjà ainsi à lancer l'accusation de complotisme contre tous ceux, et en particulier les prolétaires (comme ses organisations révolutionnaires) qui, dans le développement de leurs luttes, seront précisément et inévitablement amenés à dénoncer la domination de classe, le mobile de l'exploitation et les manœuvres de l'ombre bien réelles de la bourgeoisie. En effet, la capacité de la bourgeoisie à fomenter des manœuvres avec ses "hommes de l'ombre" et parfois même des complots est, comme le montre l'article ci-dessous, bel et bien un comportement caractéristique de la bourgeoisie. Un comportement propre aux classes exploiteuses et poussé à son paroxysme par cette classe de gangsters.

LES THÉORIES conspirationnistes existent depuis l'apparition des sociétés de classe mais leur influence varie considérablement dans les termes selon la période historique où elles se développent. Même l'Antiquité a eu sa part avec l'accusation portée contre Néron par les historiens de son époque d'avoir mis le feu à Rome.

À une époque plus récente, depuis la montée en puissance de la dynastie Rothschild dans le secteur bancaire international et son financement du camp anglais au cours des guerres napoléoniennes, l'idée que des élites financières utilisent la guerre et la crise économique à leurs propres fins a pu trouver un auditoire complaisant.

Aujourd'hui, alors que les masses essaient de trouver un sens à la catastrophe économique qui secoue les fondements de la société jusqu'à son cœur, et du fait que les politiques bourgeoises dominantes sont totalement discréditées, beaucoup se tournent vers des théories conspirationnistes pour essayer de comprendre la situation mondiale.

Ces conceptions ne sont plus l'apanage de "fous" extrémistes. Par exemple, des sondages d'opinion ont montré que les visions conspirationnistes du 11 septembre sont largement répandues au sein de l'opinion publique américaine. Un sondage de 2004 a révélé que 49% des habitants de New York pensaient que certaines parties du gouvernement américain avaient été prévenues de l'attaque et l'avaient laissée se dérouler.

Nous-mêmes, le CCI, avons été accusés d'être des "théoriciens de la conspiration" à cause de notre conception du "machiavélisme" de la classe dominante. En réalité, nous pensons qu'il existe des différences fondamentales entre une analyse marxiste de la vie politique de la classe dominante et les fondements idéologiques de nombreuses théories de la conspiration. C'est ce que nous voulons examiner dans cet article.

Véritables conspirations...

Une théorie conspirationniste parmi les plus anciennes entoure la Conspiration des poudres de 1605 en Angleterre, lorsque Lord Salisbury a été soupçonné d'être le cerveau du complot ou de lui avoir permis de se poursuivre alors qu'il l'avait découvert, afin de justifier une répression contre les catholiques. Cette idée d'opération masquée est très commune dans la théorie conspirationniste, c'est-à-dire une opération secrète conçue pour donner l'impression qu'elle est menée par un groupe ou une puissance ennemie afin de justifier une action contre elle. Beaucoup de "théories masquées" vous font tomber dans ce que l'on peut appeler le

spectre plausible ou possible de la théorie de la conspiration. Le caractère plausible dérive du fait que bien des opérations masquées ont été effectivement planifiées et menées à terme dans l'histoire. Ainsi, par exemple :

- L'Allemagne a justifié son invasion de la Pologne en 1939 grâce à l'attaque d'une station radio allemande par un groupe de soldats polonais ; connu sous le nom d'incident de Gleiwitz, il s'agissait en fait d'une opération montée par des commandos SS habillés d'uniformes polonais ;
- l'opération Susannah (1954) a été une tentative des forces de sécurité israéliennes de poser des bombes dans différents hôtels en Égypte, ce dont les extrémistes islamiques, communistes, etc. auraient été rendus responsables. Connue comme étant l'affaire Lavon, elle a contraint le ministre de la défense israélien, Pinhas Lavon, à démissionner au bout du compte ;
- l'opération Northwoods a été initiée par des membres de l'administration Kennedy, proposant que des agents gouvernementaux mènent des actes de terrorisme aux États-Unis et d'en accuser Cuba, afin de justifier une opération militaire. Bien que Northwoods n'ait jamais été mise en œuvre, il ne fait aucun doute que ce type d'opérations est sérieusement envisagé aux échelons supérieurs de l'État.

On peut trouver d'autres exemples de conspiration historique démontrée :

- le pacte Ebert-Groener était un accord secret entre Friedrich Ebert (le chef du SPD) et Wilhelm Groener (le commandant de la Reichswehr) en 1918 pendant la Révolution allemande. C'était une alliance contre-révolutionnaire entre la gauche et la droite, la gauche fournissant la couverture politique (le SPD au pouvoir proclamant qu'il gouvernait au nom des ouvriers) pendant que la droite fournissait les muscles, les Corps Francs qui deviendront par la suite les SA et les SS.
- La loge Propaganda Due (P2) ("un État dans l'État")⁽¹⁾ avait développé des ramifications dans toute la classe dominante italienne. Elle était liée à la Mafia et au Vatican, et comprenait des politiciens italiens, des hommes d'affaires et des fonctionnaires de l'État (y compris dans la police et les services de sécurité). La P2 a été mise en lumière en 1981 par les investigations qui ont suivi la faillite de la Banque Ambrosiano. Elle est soupçonnée d'avoir été étroitement liée avec la mystérieuse "opération Gladio";
- L'opération Gladio elle-même a été initialement montée par l'OTAN en tant qu'opération d'infiltration dans le

1) "Italy in crisis as cabinet resigns", BBC (26 mai 1981).

cas d'une invasion soviétique de l'Europe, ou dans celui d'un gouvernement "communiste"⁽²⁾ prenant le pouvoir dans un État européen. Très liées à la bourgeoisie d'extrême-droite et au crime organisé, les structures constituant Gladio voulaient tenter de perturber la vie politique et sociale sous le nouveau régime à travers la subversion et la terreur. Divers procès et enquêtes ont soupçonné Gladio et P2 d'implication dans des actes terroristes dans l'Italie d'après-guerre. Bien que Gladio était au départ centré sur l'Italie, d'autres opérations similaires existaient dans divers pays d'Europe et Gladio est devenu un terme pratique pour les couvrir. Il est cependant réel d'un point de vue historique que de telles conspirations existent. Naturellement, cela ne signifie pas que tout événement est le produit d'une conspiration, ni que nous pouvons naïvement rejeter toute discussion sur les machinations bourgeoises comme n'étant "que" des théories conspirationnistes.

... et conspirations imaginaires

Il va sans dire que si des conspirations existent de façon prouvée et que d'autres, bien que non démontrées, sont au moins plausibles, il existe de nombreuses théories conspirationnistes sans aucun fondement. Ces théories conspirationnistes ont souvent des caractéristiques très similaires :

- le monde serait secrètement contrôlé par un groupe clandestin qui va des Juifs et des Francs-Maçons aux banquiers (qui par coïncidence sont souvent des Juifs), voire aux extraterrestres ;
- tout événement mondial important est le produit des machinations de cette clique.

Ironiquement, la diffusion de telles théories conspirationnistes a souvent son origine (ou est au moins facilitée) par des organes étatiques. Les répugnants "Protocoles des Sages de Sion", le soi-disant procès-verbal d'une réunion des chefs juifs mondiaux participant à un complot pour prendre le pouvoir au niveau mondial, est un faux rédigé par l'Okhrana, la police secrète tsariste. [...] Les communistes ont toujours été une cible privilégiée des théories conspirationnistes. Aux États-Unis, les Protocoles ont été publiés en

2) Communiste dans ce contexte signifiait évidemment le stalinisme représenté par le bloc de l'Est, bien qu'il pourrait aussi s'appliquer à tout parti de gauche s'opposant à l'impérialisme américain. Naturellement, aucun de ces mouvements ne représentait une politique véritablement communiste ou ouvrière, mais de semblables méthodes pourraient incontestablement être utilisées contre tout mouvement véritable de la classe ouvrière.

1919 par le *Public Ledger* de Philadelphie, toutes les références aux "Juifs" ayant été remplacées par "Bolcheviks" et l'ensemble rebaptisé "Bible rouge". Les antisémites ont écrit sur les origines juives de Marx et ont toujours fait le lien entre Juifs et communistes, et il était inévitable que la Révolution russe soit assimilée à une conspiration juive. La vaste littérature écrite sur le sujet serait digne d'un traité académique en soi, mais il est juste de dire que l'identification bien connue faite par le régime nazi entre "Juifs" et "Bolcheviks" est la conséquence logique de cette forme de pensée.

Alors que beaucoup de gens voient parfaitement les fantasmes paranoïaques de l'extrême-droite pour ce qu'ils sont, on ne peut que constater que l'historiographie dominante bourgeoise a largement interprété la Révolution russe avec des lunettes conspirationnistes. Elle réduit souvent cette révolution à un simple coup d'État des bolcheviks au lieu de la comprendre comme un acte conscient des masses elles-mêmes. Une nouvelle fois, nous constatons que la théorie de la conspiration, malgré son rejet déclaré de la pensée dominante, est très proche des axes fondamentaux de l'idéologie bourgeoise, même si elle en exagère certains aspects au point d'en être absurde.

Le rôle de la théorie conspirationniste

Officiellement, la bourgeoisie désavoue la théorie de la conspiration. En fait, le mot est utilisé de façon péjorative pour montrer que l'idée de conspiration dans l'État démocratique est tellement ridicule qu'aucune personne sensée ne pourrait y croire. Malgré cela, comme nous l'avons déjà vu, la bourgeoisie se livre constamment à des activités conspiratives. Ainsi sa propre vision de l'histoire est conspirative, une chronique de rivalités sans fin entre cliques voulant prendre le contrôle de l'État, de manipulation des masses, etc.

Les théories conspirationnistes orientées vers la diffamation de groupes particuliers sont une expression du racisme et des préjugés endémiques à la société capitaliste ; dans ce sens, elles ont un caractère spontané. Mais elles sont employées consciemment par l'État afin de justifier une action contre certains groupes. Les mensonges venimeux propagés au sujet des Juifs ont été utilisés au cours de l'histoire pour justifier de violents pogroms.

De même, les théories de la conspiration autour des communistes ont été utilisées pour mobiliser la contre-révolution au cours de l'Octobre Rouge, en Russie et ailleurs. La "peur du Rouge" aux États-Unis par exemple a été propagée afin de soutenir les buts politiques de l'État américain. Dans un premier temps, le but était de décapiter les organes politiques de la classe ouvrière. L'offensive idéologique n'était pas limitée aux communistes : anarchistes, membres des syndicats (en particulier des IWW), grévistes de toutes sortes ont été quotidiennement dénoncés comme des dangers pour la société respectable. C'était là une partie de la contre-révolution internationale qui s'est déchaînée pour écraser la vague révolutionnaire. [...]

Qu'en est-il des théories de conspiration qui dénoncent l'État (comme celle du Mouvement pour la Vérité sur le 11 septembre par exemple) ? À certains égards elles représentent l'extrême méfiance de la petite-bourgeoisie envers l'État et le grand capital. Ce n'est pas par accident que le berceau des théories conspirationnistes modernes se trouve chez les Libertariens d'extrême-droite américains. À première vue, ces théories apparaissent pour contester la mythologie de l'État démocratique. Mais de fait elles jouent un rôle dans la préservation de cette mythologie, vu que, étant une expression de l'impuissance historique de la petite-bourgeoisie, elles sont incapables de fournir une

quelconque alternative à la démocratie bourgeoise. Au contraire, elles se réduisent à un appel totalement utopique demandant que l'État soit ce qu'il prétend être, c'est-à-dire une expression démocratique du "peuple". [...] Ces thèses soulignent des thèmes qui n'ont rien de neuf en eux-mêmes, leurs formes modernes sont certainement influencées par l'une des expressions classiques du capitalisme en décomposition : la tendance de l'idéologie bourgeoise à devenir de plus en plus ouvertement irrationnelle. En partie, elles sont une réponse au chaos grandissant du capitalisme au quotidien. [...]

Marxisme contre conspirationnisme

[...] Pourquoi, rejetons-nous l'idée d'une élite globale secrète (qui serait après tout des capitalistes) contrôlant le monde, manipulant des guerres et des crises afin de mener à bien ses propres projets ? La raison est basée sur notre compréhension du fonctionnement du capitalisme. [...] Les théoriciens de la conspiration ne font que s'accrocher à l'une des plus profondes illusions offertes par la bourgeoisie : l'idée que tout, partout, est sous contrôle. Il est plus facile de mettre l'horreur et le gaspillage du capitalisme décadent, en décomposition, sur le compte d'une grande conspiration que de comprendre ce que cette tragédie est réellement : une société où l'humanité (et même la classe dominante) se trouve confrontée à ses propres activités économiques et sociales qui lui apparaissent étrangères et hors de tout contrôle.

Les lois du capitalisme fonctionnent indépendamment de la volonté des capitalistes, en dépit de leurs efforts désespérés pour tenter de les contrôler (notamment au moyen de l'État). Par exemple, l'actuelle crise n'est pas le résultat de la manipulation d'une quelconque élite globale, au contraire, la tendance vers la crise échappe de plus en plus à son contrôle malgré ses machinations. Alors qu'il est certainement vrai que telle ou telle faction de la bourgeoisie va chercher à instrumentaliser la guerre ou la crise à ses propres fins, il est important de se souvenir que ces buts sont en général dirigés contre une autre faction de la bourgeoisie.

La classe capitaliste s'est construite sur les principes de la concurrence, un mécanisme dont le capitalisme ne saurait s'affranchir. La concurrence est profondément ancrée au sein des processus économiques du capitalisme, et elle ne peut être dépassée par la simple volonté. Cet élément s'exprime dans la vie économique et politique de la classe dominante sous la forme de cliques, de la concurrence entre individus, entre corporations, États nationaux et alliances d'États nationaux. [...]

Pour les marxistes, la bourgeoisie ne peut atteindre l'unité permanente indispensable pour totalement contrôler l'évolution de la société. Les théories conspirationnistes dont nous parlons ici n'offrent ni une méthode pour comprendre la crise historique de la société capitaliste, ni un programme pour la dépasser. Néanmoins, nous devons nous attendre à un développement de l'influence du conspirationnisme dans le futur, du fait que la crise systémique s'approfondit et que la conscience de la classe ouvrière reste très faible. Les communistes ne peuvent pas simplement rejeter les porteurs de telles conceptions, mais doivent les confronter aux racines réactionnaires de telles idées, tout en insistant sur la nature foncièrement machiavélique de la classe dominante.

Lorsque la lutte des classes s'accélére et que le prolétariat, à nouveau, ressentira sa propre force, il ne se laissera plus séduire et duper par les théories conspirationnistes en lui opposant sa propre méthode d'analyse historique : le marxisme.

Esclavage et racisme

d'autres moments ils ont feint de "s'indigner" pour favoriser le piège de l'"antiracisme", mais les ont toujours tolérées comme un moyen complémentaire.

La lutte du mouvement syndical contre l'esclavage

Lorsque l'esclavage aux États-Unis était arrivé à son apogée, Marx a décrit la vie des prolétaires en Angleterre, (8) une "vie" atroce comme Engels l'avait déjà décrite dans son célèbre livre en 1845. (9) Il ne fait aucun doute que la vie des prolétaires de l'époque était aussi misérable et épuisante que celle de nombreux esclaves. Mais pour l'avenir de la classe révolutionnaire, l'exploitation des esclaves, n'est pas la même chose que "l'existence des travailleurs libres et salariés qui vendent leur force de travail au capital". Le prolétariat vit l'expérience d'une nouvelle forme d'exploitation qui contient la possibilité, s'il est capable de développer une lutte consciente, de surmonter les contradictions du capitalisme à travers la société communiste. (10) L'exploitation du prolétariat contient une souffrance universelle qui englobe toutes les formes d'oppression et d'exploitation qui ont existé dans les sociétés de classe et qui, par conséquent, ne peut être résolue que par une révolution universelle qui va aux racines de toute l'exploitation et de l'oppression qui existent dans le capitalisme et, finalement, dans toutes les sociétés de classe. C'est pourquoi l'un des aspects de la lutte de la classe ouvrière devait être la lutte contre l'esclavage, surtout dans un pays comme les États-Unis.

L'Association Internationale des Travailleurs (AIT ou Première Internationale), avant la situation de la guerre civile nord-américaine, n'a pas hésité à envoyer un message de soutien, écrit par Marx, aux Nordistes de Lincoln. Il ne s'agissait pas de soutenir une fraction de la bourgeoisie contre une autre classe réactionnaire (les grands propriétaires du Sud). (11) Marx pensait à juste titre que la fin de l'esclavage donnerait une impulsion à l'unité de la classe ouvrière. [...]

Et la classe ouvrière des États-Unis ?

Tant les marxistes que les anarchistes mirent clairement en avant l'unité de la classe ouvrière, quelle

8) *Le Capital*, Livre I, Ch. IX : "La journée de travail", partie 3 : "Les branches industrielles anglaises sans limite légale d'exploitation" (un chapitre particulièrement édifiant, avec l'exemple de l'exploitation des enfants et des 15 heures de travail quotidien pour un enfant de 7 ans!).

9) *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*.

10) Cf. *Principes du communisme*, en particulier les points VI et VII.

11) "Lorsque à l'endroit même où, un siècle plus tôt, l'idée d'une grande république démocratique naquit en même temps que la première déclaration des Droits de l'homme qui ensemble donnèrent la première impulsion à la révolution européenne du XVIII^e siècle (lorsque à cet endroit, la contre-révolution se glorifia, avec une violence systématique, de renverser "les idées dominantes de l'époque de formation de la vieille Constitution" et présenta "l'esclavage comme une institution bénéfique, voire comme la seule solution au grand problème des rapports, entre travail et capital", en proclamant cyniquement que le droit de propriété sur l'homme représentait la pierre angulaire de l'édifice nouveau) alors les classes ouvrières d'Europe comprurent aussitôt, et avant même que l'adhésion fanatique des classes supérieures à la cause des confédérés ne les en eût prévenues, que la rébellion des esclavagistes sonnait le tocsin pour une croisade générale de la propriété contre le travail et que, pour les hommes du travail, le combat de géant livré outre-Atlantique ne mettait pas seulement en jeu leurs espérances en l'avenir, mais encore leurs conquêtes passées". (Message de l'AIT à Abraham Lincoln, 1864).

En 1864, il y a plus de 150 ans, alors que la classe ouvrière s'affirmait encore comme une classe de transformation de la société, ses organisations soutenaient et devaient soutenir des fractions de la bourgeoisie qui luttèrent contre les vestiges (toujours importants et forts) des anciens systèmes d'exploitation. Aujourd'hui, le soutien aux "républiques démocratiques", aux "droits de l'homme" et autres slogans bourgeois n'est pas le fait qu'il s'agisse de slogans "d'une autre époque", mais qu'il s'agit avant tout de canulars et d'armes contre le prolétariat. Et ce, depuis l'entrée du capitalisme en décadence.

que soit les couleurs de peau. Cette tradition s'est incarnée au début du XX^e siècle dans les *Industrial Workers of the World* (IWW), le célèbre syndicat révolutionnaire des États-Unis, qui s'est constitué en faveur de la politique internationaliste, contre la guerre et évidemment pour l'unification de la classe ouvrière. (12) Nous connaissons déjà les limites du syndicalisme révolutionnaire et l'échec des IWW. Mais dans la mémoire des travailleurs restera, comme le rappellent nos articles de la *Revue internationale* n^{os} 124 et 125, "l'expérience des IWW, le courage exemplaire de ses militants face à une classe dominante qui ne recule ni devant la plus grande et la plus vile violence ni l'hypocrisie, cette expérience des IWW est donc là pour nous rappeler que les travailleurs des États-Unis sont décidément des frères de classe des travailleurs du monde entier, que leurs intérêts et leurs luttes sont les mêmes et que l'internationalisme n'est pas un vain mot pour le prolétariat, mais plutôt la pierre angulaire de son existence".

"Pendant longtemps, le mouvement ouvrier aux États-Unis a été très préoccupé par les divisions entre les travailleurs nés dans le pays, les ouvriers anglophones (même s'ils étaient déjà des immigrants de deuxième génération) et les travailleurs immigrés nouvellement arrivés, qui parlaient et lisaient peu ou pas du tout l'anglais [...] Dans sa correspondance avec Sorge en 1893, Engels met en garde contre l'utilisation cynique par la bourgeoisie des divisions au sein du prolétariat qui freinent le développement du mouvement ouvrier aux États-Unis. En effet, la bourgeoisie utilise habilement tous les préjugés raciaux, ethniques, nationaux et linguistiques pour diviser les travailleurs entre eux et ainsi contrecarrer le développement d'une classe ouvrière capable de se concevoir comme une classe unie. [...]"

Les travailleurs noirs, qui avaient déjà commencé à fuir vers le Nord pendant l'esclavage (y compris dans les États nordistes où ils pouvaient être persécutés et renvoyés dans le Sud), ont commencé à se rendre dans les zones industrielles surtout à partir du début du XX^e siècle. [...] L'abominable ignominie de l'esclavage "moderne" avait la particularité de s'appuyer sur son unique origine "raciale" (population originaire d'Afrique subsaharienne, contrairement à l'esclavage ancien, médiéval ou oriental où les esclaves pouvaient être d'origines très diverses) de sorte que les esclaves nouvellement prolétarisés étaient immédiatement considérés comme sortant tout juste de leur condition ancienne de marchandise vendue. La bourgeoisie américaine, d'autre part, a interdit jusqu'à très récemment l'émigration "colorée", favorisant dans les grandes années d'émigration vers les États-Unis de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1930, les populations européennes. Il est vrai que la "tradition" de l'habitat urbain aux États-Unis a été celle des quartiers "ethniques", mais avec les ghettos, la séparation était beaucoup plus nette.

Droits civiques et brutalité policière

La ségrégation raciale a été officiellement abolie en 1964, un siècle après l'abolition de l'esclavage. Il s'agissait de fournir une cause à une partie croissante de la bourgeoisie noire qui était entravée dans ses affaires par ces lois. Le "grand fruit" des lois sur les droits civiques a été la promotion des Noirs dans les hautes sphères de la politique et des affaires. Sous l'administration Bush, Colin Powell, le boucher de l'Irak, et Condoleezza Rice, la secrétaire d'État, se sont distingués, avec l'élection d'Obama en 2008 comme premier président noir.

Pendant, pour les travailleurs noirs, rien n'avait changé. Ils continuaient d'être victimes de discriminations policières et judiciaires qui font

12) Voir notre série sur les IWW :

— "Les IWW (1905-1921) : l'échec du syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis (I)", *Revue internationale* n^o 124.

— "Les IWW (1905-1921) : L'échec du syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis (II)", *Revue internationale* n^o 125.

qu'un Noir court sept fois plus de risques de se retrouver en prison qu'un Blanc.

Le comportement de la police (qui comprend de plus en plus de Noirs en son sein) envers les Noirs est particulièrement cruel. Le crime de Los Angeles de 1992 qui a déclenché de violentes protestations a été horrible. Pendant le mandat d'Obama, il y a eu plus de meurtres de la part de policiers que jamais auparavant. (13)

Le meurtre de Georges Floyd, le 26 mai, "aux mains" de quatre flics de Minneapolis a été une nouvelle démonstration tragique de cette continuité de la violence officielle de la classe dominante. Les classes dominantes, par le biais de leurs États, ont le monopole de la violence. Ils l'exercent en général pour imposer leur domination, en particulier contre la classe ouvrière. À côté des forces de l'ordre "officielles", il y a des milices, des groupes armés plus ou moins illégaux. Au fil des ans, les États-Unis sont devenus un paradigme de la violence la plus extrême. Et dans de nombreux autres pays, cette violence extrême, officielle, non officielle ou illégale (citons le Mexique comme "exemple"), est installée pour toujours tant que dure ce système criminel. Tous ces fléaux sont anciens, oui, mais la tendance de ce modèle s'est généralisée, elle s'est aiguisée dans tous les coins de la planète. Nous vivons aujourd'hui la décomposition du système capitaliste et cette violence criminelle officielle, non officielle ou illégale est sa marque de fabrique. Démocraties, dictatures, avec des partis uniques ou pluralistes, le destin est aujourd'hui marqué par cette violence extrême d'un système criminel, le capitalisme.

Face à de tels outrages, bien connus cette fois-ci grâce aux images transmises par le monde entier sur l'agonie de Floyd, des gens de toutes races et conditions sont descendus dans la rue, remplis d'indignation, pour finir par exiger... une police plus démocratique ! Et d'autres revendications qui

13) Cf. le reportage : *Les conflits raciaux sous l'ère Obama*.

suite de la page 4

consistent à exiger que le bourreau soit plus humain. D'une part, Trump jette plus d'huile sur le feu, encourageant les suprémacistes qui sont prêts à tirer sur quiconque n'est pas Blanc ; d'autre part, les fractions démocrates (et de nombreux républicains, comme l'ancien président Bush) de l'éventail politique américain font des genuflections, font appel à des artistes et à des stars indignés soutenant des manifestations "patriotiques".

Le combat pour l'unité de la classe ouvrière

Avec la contre-révolution liée à la défaite de la vague révolutionnaire bolchevique des années 1920, et à partir des années 1930, les meurtres, les lynchages se sont multipliés. Pendant la dépression de 1929, la petite bourgeoisie blanche (bien manipulée par les médias qui profitent de sa recherche étroite de boucs émissaires) attribue la crise aux "Noirs" : "À Harlem (New York), il y a eu un nombre indéterminé de morts et plus d'une centaine de blessés, en plus de nombreux pillages, suite au vol présumé d'un jeune noir dans le magasin d'un blanc. Ce fut la première émeute moderne car elle a frappé les magasins. À partir de ce moment, Harlem a enduré des épisodes de violence raciale presque continue jusqu'aux années 1960". (14)

En réalité, la "tache" de l'esclavage qui avait souillé le développement capitaliste aux États-Unis et ailleurs, a fini par créer une barrière difficile à franchir dans les luttes ouvrières aux États-Unis.

Ces barrières ont été exacerbées par le processus social de décomposition capitaliste. (15) Cela entraîne un pourrissement des relations sociales qui conduit à la fragmentation de la société en groupes ethniques, religieux, localistes, "d'affinité", qui s'enferment dans leur "petit ghetto" pour se donner un faux sentiment de communauté, de protection contre un monde de plus en plus inhumain. Cette tendance favorise la division

14) Traduction du CCI.

15) Voir nos "Thèses sur la décomposition".

Biélorussie



La classe ouvrière n'a pas à choisir un camp bourgeois contre un autre

s'armer d'une expérience des confrontations à la bourgeoisie et aux pièges qu'elle lui tend en permanence (comme le syndicalisme ou la défense de la démocratie). Tirer les leçons de ces mouvements est vital au prolétariat pour récupérer son identité de classe et préparer le terrain aux futures luttes révolutionnaires.

Mais pour avancer dans ce sens, il est aussi indispensable que la classe se réapproprie les leçons des luttes passées, comme celle de 1980 en Pologne. Il y a 40 ans, en effet, une grève partait des chantiers navals de Gdansk et s'étendait comme une traînée de poudre aux quatre coins du pays. Les assemblées générales étaient réellement souveraines et massives. Les négociations avec le gouvernement de Jaruzelski étaient publiques et ne se déroulaient pas dans le secret des alcôves étatiques. Cette grève de masse a été défaite par le syndicat

dans les rangs ouvriers (accentuée jusqu'au paroxysme par l'action venimeuse des partis, syndicats, institutions, médias, etc.) en "communautés" par race, par religion, par origine nationale, etc. Afin d'attiser le feu des divisions raciales et linguistiques du prolétariat américain, l'émigration des travailleurs d'Amérique latine, devenue massive depuis les années 1970, a été utilisée par la bourgeoisie pour créer davantage de ghettos, soumettre les travailleurs immigrés à l'illégalité et faire baisser les conditions de vie de tous les travailleurs.

Pendant, certaines luttes ouvrières des cinquante dernières années ont franchi cette barrière : à Detroit en 1965, la grève sauvage de Chrysler en 1968, la grève sauvage de la Poste en 1970, celle du métro de New York en 2005, la grève d'Oakland lors du mouvement Occupy en 2011... Malgré leurs limites, ces luttes sont une expérience dont on peut tirer des leçons dans la lutte pour l'unité de classe.

Au XIX^e siècle, lutter contre l'esclavage, c'était lutter pour la classe ouvrière. Aujourd'hui, la brutalité de la police, des tenants de la suprématie blanche et de l'État en général (et de ses prisons) d'une part, et des mouvements antiracistes d'autre part, soumettent la partie "noire" de la classe ouvrière, voulant la transformer en une population à part entière.

De fait, le racisme et l'antiracisme sont les armes de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

C'est pourquoi le mot d'ordre du prolétariat est : Nous ne sommes ni blancs ni noirs ni d'aucune couleur ! Nous sommes la classe ouvrière ! Comme l'affirmait une banderole lors des manifestations contre la loi 187 sur les immigrés de l'État de Californie :

"Nous ne sommes pas des Colombiens ! Nous ne sommes pas des Mexicains ! Nous sommes des travailleurs !"

Pinto, 11 juin 2020

LE CCI SUR INTERNET

fr.internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale (11 numéros)

FRANCE	18,5 €
ÉTRANGER	20,5 €
PAR AVION DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple

Revue internationale (4 numéros)

FRANCE	18,5 €
ÉTRANGER	17 €
PAR AVION DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

11 n ^{os} + 4 n ^{os}	
FRANCE	35 €
ÉTRANGER	38 €
PAR AVION DOM/TOM	38 €

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale

abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale

abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

APPEL AUX LECTEURS

En cette période de pandémie, où les rassemblements sont impossibles, où les discussions et le débat sont rendus beaucoup plus difficiles, la confrontation fraternelle et argumentée des idées reste le cœur du développement de la conscience de classe. Le goût de la réflexion théorique et la capacité à tirer les leçons des expériences d'hier et des luttes d'aujourd'hui sont des jalons essentiels pour l'avenir, permettant de tracer le chemin vers la révolution prolétarienne.

Le CCI appelle donc ses lecteurs à s'inscrire autant que possible dans cette démarche en

envoyant des contributions écrites pour notre site et nos journaux, que ce soit des comptes rendus sur des meetings auxquels vous avez assisté, ce qui se passe sur votre lieu de travail, dans votre secteur ou celui d'à côté, ou encore des courriers plus développés, des contributions théoriques, etc.

Ne pouvant tout publier, nous nous efforcerons de répondre dans notre presse sur les éléments les plus saillants et déterminants afin de participer à la compréhension de la situation actuelle et de l'expérience de la classe ouvrière.

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

(FRANCE)
Revue Internationale
BP 30605
31006 Toulouse Cedex 6

Acción Proletaria

(ESPAGNE)
Ecrire à l'adresse postale en France

Internationalisme

(BELGIQUE)
PB 102, 2018 Antwerpen
(Centraal Station)

Internationalism

(ÉTATS-UNIS)
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

Internacionalismo

(VENEZUELA)
Écrire à l'adresse postale en France

Internationell revolution

(SUEDE)
Ecrire à l'adresse postale en Suisse

Rivoluzione internazionale

(ITALIE)
CP 469,
80100 Napoli

World Revolution

(ROYAUME-UNIS)
BM Box 869,
London WC1N 3XX

World Revolution

(AUSTRALIE)
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Unis

Weltrevolution

(SWITZERLAND)
Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich

Revolución Mundial

(MEXIQUE)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé.

Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin,

nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.

Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

À LIRE SUR LE SITE INTERNET DU CCI

Face à l'épidémie de Covid, la bourgeoisie ment et manipule en n'hésitant pas à instrumentaliser la science à des fins idéologiques pour défendre ses intérêts, la bonne marche de son économie. Elle ose même justifier ses décisions chaotiques d'un "ce n'est pas de notre faute, ce sont les scientifiques qui ne savent pas et ne sont pas d'accord entre eux". Sous sa coupe, toute une partie de la recherche médicale est stérilisée par la sacro-sainte recherche de profit, ce qui se traduit par une course aux vaccins et à l'annonce médiatique nauséabonde. Partout sur la planète, des médecins en recherche de gloire et de reconnaissance étatique se baladent sur les plateaux pour justifier les décisions iniques de leurs gouvernements.

L'une des réactions actuelles de ceux qui constatent ce spectacle révoltant est de rejeter tout en bloc, les discours officiels comme la science. Autrement dit, dans un contexte de peur pour le présent et surtout pour l'avenir, la pensée irrationnelle se développe.

C'est pourquoi, pour lutter contre cette tendance générale de la société, nous proposons à nos lecteurs la liste d'articles ci-dessous à consulter sur notre site Internet :

- La place de la science dans l'histoire humaine (à propos du livre "Anaximandre de Milet")
- À propos du livre "Et si le temps n'existait pas ?" de Carlo Rovelli : la pensée en mouvement
- Chris Knight : Marxisme et Science
- 150 ans après la parution de l'Origine des espèces (Charles Darwin), l'obscurantisme religieux persiste
- Mort de Stephen Hawking : un esprit scientifique au service de l'humanité

BROCHURES DU CCI

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La décadence du capitalisme

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Les syndicats contre la classe ouvrière

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Nation ou classe

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Le trotskisme contre la classe ouvrière

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Organisation communiste et conscience de classe

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Guerre du Golfe

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

L'État dans la période de transition

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste d'Italie

8 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche hollandaise

12 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste de France

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

L'effondrement du stalinisme

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Révolution russe

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

4,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Comment le PCF est passé au service du capital

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La terreur stalinienne un crime du capitalisme, pas du communisme

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Octobre 17

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Le communisme n'est pas un bel idéal...

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Les élections un piège pour la classe ouvrière

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

À LIRE SUR LE SITE INTERNET DU CCI

- **Un débat entre révolutionnaires sur la situation sociale au Brésil : Danger du fascisme ? Mystification antifasciste**
- **1990-2020 – 30 ans de guerre et de destruction au Moyen-Orient**
- **Les groupes de la Gauche Communiste face au mouvement Black Lives Matter : Une incapacité à identifier le terrain de la classe ouvrière**
- **Internal Debate in the ICC on the international situation (prochainement en français)**
- **¿Qué lecciones sacar de la derrota obrera en Nissan ?**



Courant Communiste International

Premier semestre 2020

Revue Internationale

23ème Congrès du CCI
Les responsabilités des révolutionnaires dans la période actuelle
Les différentes facettes de la tâche comme Fraction

Résolution sur la situation internationale :
Conflits impérialistes, vie de la bourgeoisie, crise économique

Rapport sur l'impact de la décomposition sur la vie politique de la bourgeoisie

Rapport sur la décomposition aujourd'hui (Mai 2017)

Résolution sur le rapport de force entre les classes

Rapport sur la lutte de classe
Formation, perte et reconquête de l'identité de classe prolétarienne

Rapport sur la question du cours historique

164

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Paraît tous les 6 mois

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

ESCLAVAGE ET RACISME

Armes de l'exploitation capitaliste

Nous publions ci-dessous de larges extraits de notre article paru sur le site internet du CCI.

Les tensions raciales aux États-Unis sont, en partie, liées au rôle joué par le système esclavagiste dans le développement de l'accumulation primitive dans ce pays. L'esclavage existait partout (Brésil, colonies espagnoles, Caraïbes insulaire et continentale...) mais dans aucun autre pays développé, ce système n'a conditionné les relations sociales et les difficultés d'unité de la classe ouvrière autant qu'aux États-Unis. À un autre niveau de développement et d'importance, le cas de l'Afrique du Sud présente quelques similitudes.⁽¹⁾

Les origines du capitalisme, après la "découverte" des Amériques, ont été marquées par l'esclavage.⁽²⁾ C'est surtout dans les Amériques, et pas seulement aux États-Unis, que ce système a pris racine. Pour comprendre l'histoire de l'avènement du capitalisme, de la formation de la classe ouvrière, de la situation actuelle même, il est nécessaire d'aborder le problème de l'esclavage.

Esclavage et accumulation originelle

Comme l'écrit Marx : "La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de

conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore".⁽³⁾

L'accumulation primitive du capital sous les anciens régimes, encore marqués par la féodalité, s'est souvent réalisée avec le travail des esclaves. Et l'Afrique, au malheur de ce continent, sera, dès le XVII^e et le XVIII^e siècle et jusque dans une grande partie du XIX^e, un "terrain de chasse aux esclaves". [...]

Le féodalisme a soumis à son contrôle les anciennes communautés communistes primitives qu'il "laisait faire" tant qu'elles payaient régulièrement un tribut en nature (produits agricoles, animaux ou artisanaux) et en êtres humains (serviteurs et soldats). D'autre part, le capitalisme tend à transformer tous les rapports sociaux en rapports commerciaux et salariaux, mais dans sa marche vers ceux-ci, il est capable d'utiliser à son service d'anciennes formes d'exploitation comme l'esclavage, les rendant beaucoup plus rentables au moyen d'une barbarie raffinée et systématique.

Au XIX^e siècle, l'esclavage s'est maintenu sur une aussi grande échelle que celle des États producteurs de coton du Sud des États-Unis (il y avait jusqu'à cinq millions d'esclaves) jusqu'à bien au-delà du milieu du siècle. Ils vendaient leur production aux États du Nord et, surtout, au premier grand pays capitaliste de l'époque, la Grande-Bretagne. Pendant des décennies, après l'indépendance de l'Amérique du Nord, le système esclavagiste est resté très important, au service de l'accumulation dans cet immense pays.⁽⁴⁾ Mais la confrontation entre le

capitalisme des États du Nord et les États esclavagistes du Sud est devenue inévitable, notamment en raison du dynamisme expansionniste vers l'Ouest, ce qui a conduit à la Guerre de Sécession.

Après la colonisation de l'Égypte, la Grande-Bretagne a commencé à ne plus acheter le coton du Sud des États-Unis, renforçant, avec le cynisme habituel des classes dominantes, la campagne anti-esclavagiste d'une bonne partie de la bourgeoisie

avait perdu parce qu'il était un précapitalisme inefficace et peu rentable. Depuis quelques années, la thèse majoritaire est que le système esclavagiste était entièrement capitaliste. Il est difficile de savoir ce qu'ils veulent montrer ou démontrer, peut-être que ce qu'ils recherchent, c'est de savoir quel système a été le plus brutal, le plus explosif et le plus inhumain. Et pour cela ils utilisent le marxisme, pour lequel le capitalisme est avant tout un rapport social, la dernière société de classe qu'il faut renverser pour mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Ainsi, selon un historien français bien connu, Nicolas Barreyre, parlant tout récemment du système des producteurs de coton du Sud des États-Unis, "Dans les années 1970, l'idée dominante chez les historiens, comme chez les économistes, était que le Sud esclavagiste vivait dans une économie pré-capitaliste inefficace et peu rentable qui ne pouvait pas survivre face au Nord, qui était entré dans la révolution industrielle et capitaliste dès le début du XIX^e siècle. Après la crise de 2008, les historiens se sont à nouveau intéressés aux origines du système économique américain, forgeant ce que l'on a appelé la "nouvelle histoire du capitalisme". L'idée est que l'économie esclavagiste du Sud était entièrement capitaliste, ce qui a contribué à la montée du capitalisme au Nord". (Interview dans *Le Monde* du 28 juin 2020).

Nous n'avons pas l'intention de faire amende honorable auprès de ces éminents historiens. La logique des historiens des années 1970 selon laquelle l'économie des États du Sud américain était "inefficace et non rentable" parce qu'elle était "précapitaliste" semble résulter d'une vision "marxiste" assez vulgaire. Le capitalisme, à son apogée, a utilisé d'autres économies non capitalistes pour son expansion, tant des marchés que des sources de matières premières et de capitaux. Et jusqu'à leur pleine assimilation ou destruction, beaucoup de ces économies ont pu s'enrichir et servir pour l'accumulation primitive du capital, surtout lorsqu'elles appartenaient à la même nation. Dans le monde entier, au XIX^e siècle, il existait des systèmes non encore dominés par le capitalisme avec lesquels il faisait des affaires, en les menaçant si nécessaire.

britannique.⁽⁵⁾

Le plus notoire n'est pas seulement la permanence inhabituelle, mais l'augmentation exponentielle du nombre d'esclaves au cours des décennies : "Lorsque le premier recensement des esclaves aux États-Unis a été effectué en 1790, le chiffre était de 697 000 ; en 1861, il était passé à quatre millions" comme le rappelle Marx dans *Le Capital*.⁽⁶⁾ Et ceci, dans le premier pays du monde "libéré" de l'Ancien régime, servant de phare, aux côtés de la France, au "modèle démocratique" pour l'essor des bourgeoisies des autres pays. [...]

L'accompagnement de l'exploitation salariale par un système de ségrégation

Les conséquences de l'outrage à la morale humaine que représentait l'esclavage dans le pays qui allait devenir le plus puissant de la planète, n'ont ainsi pas disparu par enchantement, après la Guerre de Sécession. L'esclavage a disparu, mais pas ses conséquences dans la difficile lutte de la classe ouvrière. Autant il était dans l'intérêt de la bourgeoisie de mettre fin à l'esclavage, autant nous savons parfaitement que les maux des sociétés de classe du passé sont concentrés dans le capitalisme comme s'il s'agissait d'un mélange de tous ces maux. La sanglante guerre civile⁽⁷⁾ a accéléré l'extension du travail salarié dans l'ensemble des États-Unis, les travailleurs noirs furent progressivement incorporés dans le travail "libre", mais cette "liberté d'être exploité" a

été transformée presque dès le début par un système de ségrégation raciale qui a ajouté d'horribles souffrances à cette partie de notre classe et a créé une dangereuse division au sein du prolétariat.

Les lois de ségrégation raciale sont restées en vigueur dans pratiquement tous les États, soutenues par des décisions répétées de la Cour suprême. Comble du cynisme, la Cour suprême, trois ans seulement après la fin de la Guerre de Sécession (en 1868), a statué que "les Noirs doivent vivre séparément. L'homme blanc les appelait par leur seul prénom et pouvait les maltraiter pour n'importe quelle raison. Les Noirs pouvaient voter, mais seulement s'ils payaient un impôt spécial et s'ils connaissaient par cœur les noms de tous les présidents et juges de la Cour suprême".

Le système légal de ségrégation protégeait et encourageait un système parallèle, soi-disant "populaire" (grâce au concours fanatique de la petite bourgeoisie blanche) d'agressions, d'assassinats collectifs, de lynchages systématiques. La petite bourgeoisie, surtout dans les États du Sud, mais pas seulement là, a déclenché sa fureur destructrice avec une régularité de métronome pour terroriser les prolétaires d'origine esclave. Le racisme de la petite bourgeoisie nord-américaine reflète l'une des caractéristiques idéologiques du capitalisme nord-américain : une culture imprégnée d'un puritanisme violent d'inspiration biblique, dont l'une des bases est l'horreur furieuse, viscérale et écoeurante de tout mélange de "races". Il est vrai que le racisme et le rejet de l'autre est une mentalité largement partagée dans toutes les sociétés de classe, mais le cas des États-Unis est un élément fondateur du pays. [...]

Le système de ségrégation raciale a été renforcé par une milice para-légale qui persécutait les travailleurs noirs et leur infligeait des tortures sauvages lors d'actes rituels : le Ku Klux Klan. Officiellement dissoute en 1871, elle réapparait en 1915 et est toujours réentendue par des groupes locaux qui défendent une idéologie xénophobe, raciste, revendiquant la suprématie des Blancs. Les grands partis démocratiques américains ont parfois ouvertement encouragé ces expressions barbares du capitalisme, à

(suite page 6)

1) Cf. la série de notre *Revue internationale* sur le mouvement ouvrier en Afrique du Sud :

– "Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique du Sud : de la naissance du capitalisme à la veille de la Seconde Guerre mondiale", *Revue internationale* n° 154 (2^e semestre 2014).

– "Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique du Sud : de la Seconde Guerre mondiale au milieu des années 1970", *Revue internationale* n° 155 (été 2015).

– "Du mouvement de Soweto en 1976 à l'arrivée au pouvoir de l'ANC en 1993", *Revue internationale* n° 158 (Hiver-Printemps 2017).

– "De l'élection du président Nelson Mandela en 1994 à 2014", *Revue internationale* n° 163 (2^e trimestre 2019).

2) Cf. "1492 : Découverte de l'Amérique – La bourgeoisie célèbre les 500 ans du capitalisme". *Revue internationale* n° 70 (3^e trimestre 1992).

3) Marx, *Le Capital*, Livre I, Section VIII : "L'accumulation primitive", chap. XXXI. "Genèse du capitalisme industriel". La numérotation des livres ou des volumes, des chapitres et des sous-chapitres du *Capital* n'apparaît pas nécessairement la même d'une édition à l'autre. Nous adoptons ici la référence à sa parution en ligne sur *marxists.org* qui, comme sa traduction, reprend celle des éditions des œuvres de Marx dans la Bibliothèque de la Pléiade (Économie, Volume I) établie par Maximilien Rubel.

4) La thèse majoritaire des historiens nord-américains des années 1970 était que le Sud

5) L'hypocrisie de la bourgeoisie anglaise ne connaît pas de limites. D'une part, elle tolérait l'esclavage dans les pays qui pouvaient lui servir d'alliés et dans les colonies où il servait ses intérêts, tout en devenant simultanément le "marteau pour briser l'esclavage" contre des rivaux tels que l'Espagne, le Portugal ou le Brésil, qui n'avaient pas une puissance économique suffisante pour se passer de l'esclavage et qu'ils ont aboli très tard (en 1886 en Espagne et en 1888 au Brésil).

6) Livre I, Section IV, Chap. XV "Machinisme et grande industrie", partie 6 : Théorie de la compensation.

7) Ce fut l'une des plus meurtrières de l'histoire : "630 000 personnes sont mortes. Aujourd'hui encore, ce chiffre représente la moitié de toutes les victimes que les États-Unis ont subies dans toutes les guerres qu'ils ont menées depuis lors, y compris celle en Afghanistan" ("La moral ciega", *Lavanguardia* du 3 juin 2020).

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais

de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.